



Lettre 19 – Septembre 2021

Nous vous proposons ce petit vade-mecum pour mieux choisir, dans cette longue lettre mensuelle, les sujets qui vous intéressent. Comme vous l'avez saisie, cette lettre aux migrants se subdivise en plusieurs **parties** (encadrées et surlignées en rouge) ; chaque pays étant mis par ordre alphabétique :

1. Des **informations générales** (surlignées en vert)
2. Ce qui concerne les nouvelles reçues des cercles de silence
3. Ce qui se passe : en France
4. en Manche
5. Ou en mer méditerranée : Frontex, Les divers navires de sauvetage des ONG, Chypre, Tunisie, Libye, Malte
6. Dans l'Union Européenne
7. En Europe
8. En Asie
9. Afrique
10. Amérique
11. et une nouvelle rubrique : des témoignages
12. et enfin : des livres, revues ou films et vidéo.

Vous pouvez nous adresser des témoignages que nous utiliserons. Nous essayeront par ailleurs de mettre (**surlignées en bleu**) le plus d'informations qui incitent à espérer. Mais ce n'est pas facile à trouver, les médias annonçant plutôt les mauvaises nouvelles que les bonnes.

Michel Girard

Les réfugiés aux Jeux olympiques de Tokyo

Aux Jeux olympiques une délégation, dont on a assez peu parlé, représentait non pas un seul pays, mais plus de 82 millions de personnes contraintes de quitter leur foyer en raison de la discrimination et de la guerre. C'est l'**équipe des réfugiés**. Leur vie, dans de nombreux cas, a été un "marathon d'obstacles" entre les guerres et les dictatures. Aux Jeux de Tokyo, ils ont apporté un signe d'espérance, comme l'a souhaité le Pape François.

L' équipe olympique des réfugiés (EOR) participant aux Jeux Olympiques de Tokyo 2020 se compose de 29 athlètes qui concourent dans 12 sports. L'équipe envoie un message d'espoir et de solidarité aux plus de 80 millions de personnes déplacées de force dans le monde.

« L'équipe olympique des réfugiés envoie un signal fort sur l'enrichissement que représentent les réfugiés pour notre communauté olympique et pour la société en général. Les voir concourir est un grand moment pour nous que nous espérons partager avec tous. Nous accueillons à bras ouverts ces athlètes dans notre communauté olympique, aux côtés des autres athlètes, non seulement pour concourir avec eux, mais aussi pour vivre tous ensemble sous le même toit au village. » (Le président du CIO).

Ceci atteste de l'engagement du CIO à se mobiliser pour les réfugiés et à les soutenir par le sport. Il montre également comment la Solidarité Olympique, par le biais de son programme de soutien aux athlètes réfugiés, aide ces derniers non seulement à s'entraîner dans le but de se qualifier pour les Jeux Olympiques de Tokyo 2020, mais aussi à poursuivre leur carrière sportive et à se construire un avenir. Cette initiative enverra un **message d'espoir** à tous les réfugiés de la planète et permettra au monde de mieux se rendre compte de l'ampleur de cette crise. C'est aussi un signal envoyé à la communauté internationale, à savoir que les réfugiés sont des êtres humains et un enrichissement pour la société.

Le Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, a adressé ses félicitations aux athlètes : "Je suis très heureux de féliciter tous les athlètes qui font partie de l'équipe olympique des réfugiés pour Tokyo 2020. Ils forment un groupe de personnes exceptionnelles qui seront une source d'inspiration pour le monde entier. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est extrêmement fier de soutenir leur participation aux Jeux Olympiques de Tokyo. Survivre à la guerre, aux persécutions et à l'angoisse de l'exil fait déjà d'eux des personnes extraordinaires, mais le fait qu'ils excellent désormais aussi en tant qu'athlètes sur la scène mondiale me remplit d'une immense fierté. Ils sont la preuve de ce qu'il est possible de faire lorsque les réfugiés se voient offrir la possibilité de tirer le meilleur parti de leur potentiel."

Dans « cette équipe, chaque personne a sa propre histoire, ses propres combats, et poursuit ses rêves, même après avoir beaucoup perdu. C'est pour cela que cette équipe est vraiment spéciale. Elle est la preuve que vous pouvez traverser quelque chose de vraiment difficile et continuer à aller de l'avant ». Voici le message qu'ont voulu faire passer, tout au long de ces quinze jours de compétition, les 29 membres de la "Refugee Olympic Team", qui pour certains rentrent tout de même avec de beaux résultats, s'il n'ont récolté aucune médaille.

Aker El Obaidi, athlète de lutte gréco-romaine échoue en quart de finale mais signe une belle 8e place, sur 17 participants, dans la catégorie des moins de 67 kg. Avec ce classement, le jeune Irakien de 21 ans, originaire de Mossoul et installé en Autriche depuis six ans, a gagné son pari : "Montrer que les personnes étrangères peuvent faire de belles choses, même être bonnes en sport".

En karaté, l'athlète **Hamoon Derafshipour**, 28 ans, est né dans la province iranienne du Kermanshah près de la frontière avec l'Irak. Il a remporté plusieurs combats, avant d'échouer aux portes des demi-finales contre le Français Steven Da Costa. Il termine 5e de la catégorie des moins de 67 kg.

L'Iranienne **Kimia Alizadeh**, 23 ans, a été médaille de bronze en taekwondo aux jeux olympiques à Rio (à 18 ans). Saluée en Iran pour son fait unique, elle reçoit un soutien incroyable de la population, et les jeunes filles aux quatre coins du pays lui vouent une admiration sans faille. Elle obtient une médaille, d'argent aux mondiaux de taekwondo en Corée du Sud en 2017. Elle quitte l'Iran pour les Pays-Bas d'abord, dans la plus grande discrétion afin d'éviter les représailles du régime de Téhéran. Durant quelques mois, elle ne communique avec personne, vit quasi recluse, recevant le soutien de quelques compatriotes très discrets de la diaspora. Elle et son mari rejoignent l'Allemagne, y obtiennent le statut de réfugié en mai 2020 et s'installent à Nuremberg. Représentante de l'équipe des réfugiés, dans l'épreuve de Taekwondo chez les moins de 57 kilos. Elle surprend la double championne olympique britannique et grande favorite de la compétition, Jade Jones, et se qualifie pour les quarts de finale. Là, elle battra la Chinoise Lizun Zhou. Mais le rêve olympique sera stoppé net avec une courte défaite (8-6) face à la Turque Hatice Kubra Ilgun lors du combat pour la médaille de bronze. « Je suis une réfugiée, mais je suis aussi et surtout un exemple qui montre à toutes les femmes d'Iran que nous sommes à égalité avec les hommes, et non pas inférieures. Si j'arrive à être une source d'inspiration, ne serait-ce qu'à une seule jeune fille pour qu'elle se batte pour ses droits et son émancipation, j'en serais plus qu'heureuse. Ça vaudrait bien

plus que toutes les médailles olympiques ».

L'autre taekwondoïste **Dina Pouryounes**, qui elle aussi a fuit l'Iran, termine à la 11e place de sa catégorie des moins de 49 kilos. Après avoir passé les qualifications, elle a finalement perdu contre la Chinoise Wu Jingyu.

Ces résultats encourageants sont de bon augure pour Paris 2024, où l'équipe viendra, pour la troisième fois, se battre aussi contre l'image négative dont souffrent les réfugiés. Ce sont des personnes qui, ne sont que des gens qui cherchent un refuge et un endroit sûr où rester.

D'autres anciens réfugiés ont aussi participé

D'origine afghane, la **cycliste Masomah Ali Zada** (étudiante en génie civil à **Lille**) a participé au contre-la-montre féminin sous les couleurs de l'équipe olympique des réfugiés. « Aller aux Jeux Olympiques, c'était mon objectif, c'était un rêve. Mais à un moment donné, ce n'était plus seulement pour moi. C'était pour défendre les droits des femmes, pour représenter toutes celles vivant dans des pays comme l'**Afghanistan** où elles n'ont pas le droit de faire du vélo. Mais elles ont le droit de faire du vélo, et moi j'ai voulu les représenter. »

Venant de la **République démocratique du Congo** et réfugié au Brésil, **Popole Misenga** est judoka. Il participe pour la seconde fois au Jeux Olympiques. Il n'a pas atteint les huitièmes de finale comme à Rio. En 2001, à l'âge de 9 ans, il a fuit son village de Bikavu (RDC) dévasté par la guerre civiles durant laquelle sa mère est tuée. Il est retrouvé après huit jours d'errance dans la forêt. Puis il est accueilli dans un orphelinat de Kinshasa, où il découvre le judo. Maltraité, en 2013, il s'enfuit pendant une compétition à Rio, au Brésil. Il s'installe dans une favela, obtient l'asile un an plus tard et rejoint une école de judo.

Originaire de **Géorgie**, **Luka Mkheidze** fuit son pays avec sa famille en 2008, à l'âge de 12 ans. Passant par la Pologne, il arrive en France en 2010 avec le statut de réfugié politique. En 2014, il est champion de France juniors en Judo. En 2021, il atteint la finale des championnats d'Europe. Il remporte la médaille de bronze aux Jeux olympiques de Tokyo.

Iranien d'origine, **Saeid Mollaei**, a été champion du monde en 2018. En 2019, lors des Mondiaux de Tokyo, il avait reçu l'ordre de son comité olympique d'abandonner contre le Belge Matthias Cassé en demi-finales, pour ne pas avoir à affronter l'Israélien Sagi Muki en finale. Il a quitté l'Iran pour l'Allemagne et participé quelques temps à des tournois sous les couleurs de l'équipe des réfugiés, puis il obtient la nationalité mongole. C'est sous ces couleurs qu'il a décroché l'argent aux Jeux de Tokyo. Il a remporté une victoire sur son destin.

Le 6 août 2021, l'Italien d'origine **nigériane Eseosa Fostine Desalu**, 27 ans, est l'un des champions olympiques au relais 4 x 100 mètres. Sa mère, aide à domicile le jour et garde d'une personne âgée la nuit. Originaire d'un village du Nigeria, elle est arrivée en 1991 dans la province de Crémone, en Italie, avec son mari également Nigérian. Il l'a abandonnée peu après la naissance de leur fils. A cette époque, les enfants nés en Italie de parents étrangers ne peuvent demander la citoyenneté italienne que lorsqu'ils sont majeurs et à condition qu'ils aient résidé de manière permanente dans le pays depuis la naissance. En attendant, sa mère assure la survie et l'éducation de son fils. "Vivre dans un pays étranger, c'est toujours difficile pour les immigrés. C'est pour cela que j'ai inculqué à mon fils le sens du devoir et du respect pour les autres. Ce sont les bases de l'intégration". Il va recevoir de l'État 180 000 euros pour sa victoire aux JO de Tokyo. Il va récompenser sa mère de tous les efforts qu'elle a accomplis pour lui. Elle, espère retourner au Nigeria pour y retrouver sa fille aînée et se reposer, après des années de dur labeur. Mais elle attendra que son champion olympique ait fondé sa propre famille, en Italie. Cela permettra-t-il d'avoir un autre regard sur les personnes de couleur, les plus discriminées du pays par les anti-migrants ?

Quelques semaines après la fin des Jeux Olympiques, place aux **Paralympiques à Tokyo**. Cette année, six réfugiés, de quatre nationalités différentes, défendront les valeurs des 12 millions de déplacés dans le monde porteurs d'un handicap. Leur participation contribuera à lutter contre la stigmatisation et les perceptions négatives à l'encontre des personnes déracinées, notamment celles qui présentent un handicap. « Ne restez pas à la maison, essayez tous les jours de faire du sport, soyez dehors, dans le monde. J'espère être un premier exemple à suivre » est le message qu' Alia Issa, l'une des deux porte-drapeaux de l'équipe des réfugiés à Tokyo, souhaite pour les femmes.

La seule femme de l'équipe est l'athlète Alia Issa, 20 ans, réfugiée syrienne installée à Athènes et spécialiste du lancer de massue. Son compatriote Ibrahim Al Hussein, 32 ans, qui vit lui aussi dans la capitale grecque, est en natation. Un troisième réfugié syrien, Anas Al Khalifa est engagé, dans la discipline du canoë. Shahrads Nasajpour, 31 ans, réfugié iranien qui vit aujourd'hui à Phoenix, aux États-Unis sera dans l'épreuve du lancer de disque. Le Burundais Parfait Hakizimana, taekwondoïste, participera aux sports de combat.

Une marionnette « réfugiée » marche de la Syrie jusqu'au Royaume-Uni

En 2015, la présidente de The Good Chance Theatre, un centre d'art et de théâtre pour réfugiés, rencontre une petite fille syrienne isolée dans la « jungle de Calais » qui s'appelle Amal, ce qui veut dire espoir en arabe. Et elle ne disait rien, elle passait de bras en bras, on ne savait pas qui elle était, si ce n'est qu'elle venait de Syrie et avait perdu sa maman.

Amal inspire aux artistes l'idée d'une grande marche. Fabriquée par une compagnie sud-africaine, une marionnette géante de 3,50 de haut, animée par trois opérateurs va traverser huit pays, accueillie à chaque étape par des artistes et des collectifs d'habitants. La mise en scène se fait sur 8 000 km, et l'histoire montre ses joies et ses peines, ses moments difficiles comme, par exemple à Berne. Elle arrive sur la place principale, qui est très paisible. Amal veut y jouer mais une fenêtre s'ouvre, avec des énormes têtes qui lui crient : « Va-t'en, tu n'es pas d'ici. Tu n'as pas le droit de rester ici et de jouer ».

Partie d'un camp de réfugiés à la frontière entre la Turquie et la Syrie , Amal arrivera en novembre 2021 à Manchester, en passant par la Grèce, l'Italie, la Suisse et la France. Une étape est d'ailleurs prévue à Strasbourg, ainsi qu'une rencontre avec des membres de la Commission européenne.

LES CERCLES

Nous avons reçu des nouvelles, pour les cercles suivants :

- Aix-en-Provence, Étampes, Le Havre, Maubeuge, Strasbourg,
- certains cercles n'ont pas eu lieu en août : Saint-Nazaire, Tours, Versailles

CENTRES DE RETENTION ADMINISTRATIVE

MESNIL-AMELOT

L'administration du CRA décide de construire des nouvelles clôtures, encore plus hautes et difficiles à escalader, entre les différents bâtiments du CRA. Ces barrières visent à empêcher les

prisonniers de passer d'un bâtiment à l'autre, ce qui est plutôt courant quand les retenus veulent se rencontrer, quand ils décident de lutter collectivement. C'est par exemple le cas de l'incendie de Janvier 2021, quand les prisonniers de différents bâtiments arrivent à se réunir dans la même promenade pour résister aux gardiens. Visiblement, les efforts pour garder les gens séparés n'ont pas empêché les retenus de se révolter, et ni d'escalader les barrières pour gagner la liberté, comme c'était le cas en fin juillet quand une évasion collective a eu lieu (voir lettre 18). Mais l'installation des nouvelles clôtures, et notamment celle entre le bâtiment de femmes et les bâtiments des hommes, est justifiée comme étant une mesure pour « protéger » les prisonnières des agressions des prisonniers. En réalité, il s'agit de les isoler encore plus.

FRANCE

Vaccination des mineurs non-accompagnés : Que faire ?

Les demandes de vaccination chez les personnes en situation de grande précarité augmentent, de façon exponentielle. Depuis le lancement de la campagne de Médecins sans Frontières (MSF) en Île-de-France, le 8 juin 2021, 4 136 personnes ont été vaccinées. Alors que tous les enfants de plus de 12 ans sont concernés par le passe sanitaire, les mineurs non-accompagnés (MNA) en recours pour faire reconnaître leur minorité demeurent, eux, exclus de la vaccination. Ni mineurs, ni majeurs aux yeux de l'administration, ces derniers n'ont pas de représentant légal pouvant autoriser cet acte médical. Alors que les ONG dénoncent depuis plusieurs mois ce blocage, aucune réponse ne leur a été apportée.

La loi relative à la gestion de crise sanitaire

—

Cette loi, promulguée le lundi 9 août 2021, avec le feu vert du Conseil constitutionnel, confirme la pénalisation des personnes en CRA refusant de faire un test PCR avant une expulsion du sol français : placement en garde à vue, peine de prison parfois assortie d'une interdiction de retour sur le territoire. L'administration considère dès lors que ces refus relèvent du délit de soustraction à une mesure d'éloignement. Ce délit inscrit est punissable de trois ans d'emprisonnement, et de dix ans d'Interdiction du Territoire Français. Les exemples se multiplient depuis que les vols internationaux ont rouvert et que les pays exigent un test négatif au Covid-19 avant tout rapatriement. Les opposants à cette disposition estiment qu'elle porte atteinte aux droits fondamentaux. Elle touche au « principe du consentement libre et éclairé aux soins, qui se rattache aux libertés fondamentales, au respect de la dignité et de la vie privée ». De même, « le principe d'inviolabilité du corps humain, est un droit fondamental inscrit dans le Code Civil ». Pour la Cimade, cette nouvelle loi « vient valider la criminalisation des personnes exilées. Cette disposition n'avait rien à faire dans un tel texte de loi, qui concerne la protection de la santé publique ».

Quelques chiffres concernant les afghans

L'afflux de migrants et réfugiés afghans n'est pas un phénomène nouveau du fait de la durée et de la dureté du conflit. Premier pays d'origine des migrations internationales de 1979 à 2013 – année où la Syrie prend la tête de ce classement –, on compte à la fin de l'année 2020 plus de 2,6 millions de réfugiés afghans (contre 6,7 pour la Syrie et 4 pour le Venezuela), et plus de 550 000 déplacés internes, contraints de fuir les diverses conséquences du conflit.

Dans l'Union européenne seules 47 000 demandes d'asile d'afghans en 2017 et 2018 ont été enregistrées, un peu plus en 2019 : 61 000 ce qui est peu comparé aux 2,2 millions de réfugiés que

comptent le Pakistan et l' Iran.

Ces demandes varient beaucoup au sein de l'UE : ainsi, en 2019, l'Allemagne, la France et la Grèce enregistraient respectivement 11 000, 12 000 et 23 000 demandes de protection afghanes, quand l'Italie et l'Espagne n'en enregistraient, que 600 et 130 (selon Eurostat). L'Afghanistan représente depuis 2018, le premier pays d'origine des demandes d'asile en France. En 2020, la France a protégé 80% des Afghans qui en faisaient la demande, alors que le taux moyen de protection s'établissait, toutes nationalités confondues, à moins de 25 %.

La France suspend les expulsions des Afghans déboutés de leur demande d'asile... ou pas

La France a annoncé, jeudi 12 août 2021, avoir suspendu depuis début juillet les expulsions des ressortissants Afghans déboutés de leur demande d'asile. Mais le 19 août 2021, la préfecture de Seine-Maritime a placé en rétention un exilé afghan. Ce dernier se trouvait depuis juin 2021 sous le coup d'une obligation de quitter le territoire français (OQTF) vers l'Afghanistan. On ne comprend pas un tel placement au regard de la situation actuelle en Afghanistan, les perspectives d'éloignement sont nulles, donc le motif de sa rétention l'est aussi. Lundi 16 août 2021, la préfecture des Hauts-de-Seine a délivré une OQTF avec interdiction de retour sur le territoire" à un exilé afghan, mesures pourtant impossibles à mettre à exécution. Est-ce le signe qu'elles le seront, dès qu'il y aura un dégel ? Plusieurs placements ont eu lieu au centre de rétention administrative (CRA) du Mesnil-Amelot d'Afghans en procédure Dublin, au cours du mois de juillet 2021. Du côté des instances d'évaluation de la demande d'asile (Ofpra), aucune directive particulière ne semble avoir été donnée. En particulier sur les demandes de réexamen, déposées par de nombreux exilés au vu de la dégradation de la situation sécuritaire dans leur pays. La demande d'un jeune homme, enregistrée le 5 août 2021 par l'Ofpra a été jugée irrecevable le 10 août 2021. Dans son courrier de refus, l'Ofpra indique que le requérant fait part de craintes en raison de la "violence généralisée" sur place. Mais estime qu'il ne produit pas les éléments suffisants prouvant qu'il serait "spécifiquement visé". "Ce jeune homme leur explique : 'Si je retourne là-bas, ils vont me tuer. On lui répond : 'Oh, vous exagérez'. L'OFPRA indique que eu égard aux incertitudes sur l'évolution de la situation (...) il pourra être amené à différer la prise de décision lorsque cela apparaîtra nécessaire pour évaluer au plus près le besoin de protection". À la CNDA, certains présidents de formation font comprendre qu'il n'y aura pas besoin de plaider des heures : il y aura protection au vu de la situation, mais d'autres estiment que l'évolution de la situation sécuritaire ne constituait pas un élément nouveau. Ou bien plusieurs dossiers ont été placés en "délibéré prolongé".

Mardi 24 août 2021, un jeune Afghan de 21 ans a été expulsé vers l'Autriche par la préfecture de Nouvelle-Aquitaine et Gironde, au titre du règlement Dublin. Le jeune homme risque un renvoi vers l'Afghanistan, Vienne n'ayant pas suspendu les expulsions d'Afghans déboutés de l'asile malgré la prise de pouvoir des Taliban à Kaboul le 15 août 2021. Officiellement, la France n'a pas arrêté les renvois vers des pays tiers européens qui, comme l'Autriche, n'ont pas annoncé la suspension des renvois vers l'Afghanistan. En conséquence, les préfectures, comme les juges, disent : « on ne fait rien de mal, on respecte la loi, on renvoie les personnes vers un pays de l'UE, donc c'est sûr ». Le mercredi 18 août 2021, une expulsion était prévue par la préfecture de l'Essonne mais le vol a été annulé, et l'afghan est toujours enfermé au centre de rétention administrative (CRA) du Mesnil-Amelot.

AFGHANS: l'arrivée en France

Entre le mois de mars et le mois de juillet 2021, sont arrivés 624 Afghans qui avaient

essentiellement travaillé aux côtés de l'armée française. Au total, depuis le début de l'offensive des Taliban, près de 3 000 Afghans ont été évacués vers la France.

Lundi 16 août 2021, le président de la république a indiqué que « de nombreux Afghans, défenseurs des droits, artistes, journalistes, militants, sont aujourd'hui menacés en raison de leur engagement, nous les aiderons ». Mais « nous devons anticiper et nous protéger contre des flux migratoires irréguliers importants qui mettraient en danger ceux qui les empruntent, et nourriraient les trafics de toute nature ». Cette déclaration a fait très largement réagir dans le monde associatif, politique ou encore universitaire, y compris hors de France. Certains dénoncent une atteinte au droit d'asile et à la Convention de Genève. Le président français a réaffirmé sa volonté de protéger ceux qui en ont le droit : « la France fait et continuera de faire son devoir pour protéger celles et ceux qui sont les plus menacés ». Il a annoncé qu'une "initiative" sera lancée avec d'autres États européens en matière de "lutte contre les flux irréguliers", "d'harmonisation des critères de protection", ou encore de "mise en place de coopérations avec les pays de transit et d'accueil comme le Pakistan, la Turquie ou l'Iran". Concernant les personnes afghanes ayant travaillé pour la France, le président a assuré avoir "anticipé les opérations d'évacuation dans les dernières semaines". Ainsi, "tous les employés afghans des structures françaises qui pouvaient être menacés ainsi que leurs familles, ce qui représente plus de 600 personnes", ont pu selon le gouvernement être accueillies en France. S'agissant des auxiliaires de l'armée française, "près de 800 personnes sont d'ores et déjà sur le sol français" grâce à des évacuations ces dernières années, a-t-il assuré. Tout en reconnaissant que "plusieurs dizaines de personnes sont encore sur place", pour lesquelles "nous restons pleinement mobilisés".

Lundi 16 août 2021, un premier avion est arrivé d'Afghanistan, transportant principalement des ressortissants français. Un avion de l'armée de l'Air s'est posé mercredi 18 août 2021 à l'aéroport de Roissy Charles-de-Gaulle, avec à son bord, 184 civils afghans, évacués en urgence après la chute de Kaboul, tombée aux mains des Taliban. Un autre vol, qui transite par Abou Dhabi, arrive jeudi 19 août 2021 à 21h avec 180 Afghans.

À chaque arrivée à l'aéroport de Paris, des agents de l'Ofii, de France Terre d'asile, des traducteurs et interprètes sont présents pour aider et orienter les personnes. Elles n'avaient jamais pensé à partir et étaient établies professionnellement. Elle sont désorientées et choquées par la situation dans leur pays. Les profils des personnes qui arrivent actuellement sont des médecins, des artistes, des gens du monde de la culture. Des personnes qui de par leurs professions, leurs actions, leurs prise de position étaient ciblés par les Taliban. En dix jours, la France a accueilli quelque 2 300 Afghans : 90 % des personnes arrivées sont des familles afghanes avec enfants. Depuis le 16 août 2021, au lendemain de la prise de Kaboul par les Talibans, 14 avions sont arrivés à l'aéroport Roissy-Charles-de-Gaulle. En raison de l'attentat qui a frappé la capitale afghane, jeudi 26 août 2021, les évacuations vers la France - déjà difficiles à mettre en œuvre - sont devenues encore plus compliquées à organiser. Mais la France essaie encore d'exfiltrer plusieurs centaines de personnes d'Afghanistan, a déclaré le président Emmanuel Macron, ajoutant que Paris faisait le maximum pour y arriver. «Au moment où nous nous parlons, nous avons 20 bus avec des ressortissants binationaux et Afghans que nous souhaitons pouvoir rapatrier (...) Cela représente plusieurs centaines de personnes en danger encore ».

Les nouveaux arrivants sont placés en quarantaine pendant une durée de 10 jours. Ils bénéficieront d'un dispositif d'hébergement et de soins médicaux et psychologiques. La plupart sont dirigés vers des hôtels d'Ile-de-France mais d'autres sont aussi envoyés en province. 270 personnes seront accueillies en Auvergne-Rhône-Alpes - dont 150 à Lyon et Villeurbanne, avait annoncé, mardi 24 août 2021, la préfecture de région, en soulignant la mobilisation des associations : Forum Réfugiés, CeCler et Entraide Pierre Valdo. Les 30 réfugiés afghans accueillis à Grenoble vont arriver dans les tous prochains jours à Pont-de-Claix. 60 seront hébergés à Clermont-Ferrand. 110 sont accueillies à Strasbourg le jeudi 26 août 2021 ; 40 disposent déjà d'une possibilité d'hébergement . 88 dont principalement des familles, ont été accueillis, mercredi 25 août, en soirée, en Loire-Atlantique au centre du Razay, à Piriac-sur-Mer. La préfecture du Loiret annonce l'arrivée

de 50 réfugiés Afghans qui seront hébergés dans l'agglomération **orléanaise** ; plusieurs maires de l'agglomération ont déjà fait savoir qu'ils étaient prêts à accueillir des réfugiés afghans dans leurs communes, **Saint-Jean-de-la Ruelle** et **Semoy** par exemple. Dans la région Centre-Val de Loire, à **Tours**, est prêt à en accueillir, de même que **Blois**. 51 d'entre eux (essentiellement des familles dont une quinzaine d'enfants) sont arrivés en **Gironde** dans la nuit de jeudi 26 à vendredi 27 août 2021.

50 réfugiés afghans arrivent à **Lille**, après avoir effectué leur quarantaine pour cause de Covid à Paris. Ils s'ajoutent aux 58 réfugiés déjà à Lille depuis une semaine ; ce sont notamment des artistes et des personnes travaillant en Afghanistan dans l'univers des médias. **Metz** se dit prête à accueillir des réfugiés afghans qui demanderaient l'asile politique, ainsi que **Nancy** et **Montpellier** qui en attend 50. Les 30 réfugiés afghans accueillis à **Grenoble** vont arriver dans les tous prochains jours à **Pont-de-Claix**. 60 seront hébergés à **Clermont-Ferrand**. Les **28 maires** de la Métropole de **Bordeaux**, s'engagent à faire leur possible pour permettre, en lien avec l'État, l'accueil de demandeurs d'asile venus d'Afghanistan. Beaucoup d'autres villes se tiennent prêtes à accueillir des réfugiés afghans, mais les décisions relèvent de l'état : **Saint-Étienne** et vingt communes de la Loire, sont volontaires, **Bédarieux**, **Saint-Nazaire**, des communes du limousin dont **Uzerche**, **Brest**, **Colombelle** dans le calvados, **Rouen**, **Laval**, **Marseille**, **Besançon**.

À la fin de leur isolement, les évacués afghans peuvent entamer des démarches administratives. Ils devront suivre la procédure habituelle, quoi qu'accélérée : s'enregistrer à la préfecture, puis passer devant l'Ofpra. Un "guichet unique spécial" va être mis en place à partir du 30 août, à Paris. Les ressortissants afghans évacués depuis le 16 août, via le pont aérien français, bénéficieront de créneaux horaires spécifiques pour se rendre en préfecture et faire enregistrer leur demande d'asile. Ils auront également droit à l'allocation pour demandeurs d'asile (ADA).

Selon l'Office français de l'immigration et de l'intégration, il y aurait 1.200 réfugiés afghans exfiltrés.

En ce moment la question du regroupement familial des afghans actuellement en France n'est pas résolue. Beaucoup de réfugiés sont dans l'attente et l'incertitude. Saisi par quatre afghans réfugiés en France, qui demandaient une réunification d'urgence avec leur famille restée au pays, le jeudi 26 août 2021, le Conseil d'État a estimé qu'il ne pouvait contraindre l'État à modifier le plan d'évacuation car le contrôle des opérations d'évacuation n'est pas dans les attributions de la justice administrative.

CALAIS

L'exception est devenue la règle. Comme tous les mois depuis septembre 2020, la préfecture du Pas-de-Calais a reconduit, lundi 23 août 2021, l'arrêté qui interdit la distribution de repas et de boissons aux migrants dans certaines rues du centre-ville de Calais, par des associations non mandatées par l'État. Et ce, jusqu'au 20 septembre 2021. La raison invoquée pour justifier cette mesure : "Limiter, dans un contexte sanitaire fragile marqué par la propagation du variant delta, le plus possible de situations où les personnes seraient amenées à se rassembler, notamment au moment de distributions spontanées de repas". Ces mesures sont des tentatives d'épuisement psychologique et physique exercées à l'encontre des migrants, qui doivent pour beaucoup se déplacer chaque jour à plus de 4km de leur lieu de vie pour accéder à un repas.

et les afghans

Au cœur du camp de Grande-Synthe, les migrants afghans sont anxieux. Le gouvernement britannique a annoncé mardi 17 août 2021, que le pays allait accueillir quelque 20 000 ressortissants afghans. Une nouvelle reçue avec amertume par les migrants bloqués depuis plusieurs mois. Un migrant dit « alors, je n'ai pas le numéro de Boris Johnson mais si je l'avais, je lui dirais, qu'ici,

nous avons déjà fait les trois quarts du chemin et qu'on attend !" Les téléphones d'urgence d'Utopia 56 ne cessent de sonner et reçoivent des dizaines de messages de citoyens afghans, ex-personnels de l'Otan ou associatifs qui cherchent à fuir les Taliban. Les Afghans en attente de papiers ici ou à Grande-Synthe ont désormais peur pour leurs familles : "Beaucoup d'exilés demandent d'aider leurs familles à les rejoindre en France. Nous avons eu aussi récemment des appels de personnes statutaires ou sous protection subsidiaire qui sont retournés en Afghanistan pendant les vacances et qui se retrouvent coincés là-bas. Des Afghans nous supplient de leur venir en aide. Ils envoient leurs documents, leurs papiers, tout pour tenter de venir en France, on ne sait même pas comment ils ont eu notre numéro. Ils expliquent en anglais leur situation et demandent des informations sur comment quitter le pays. Là, par exemple, un homme explique que son fils travaillait pour le gouvernement puis pour la Croix-Rouge et veut partir. Après avoir envoyé la photo des passeports, il a écrit 'Save my family lives and childs'".

LE HAVRE

L'Association havraise de solidarité et d'échanges avec tous les immigrés(Ahseti), qui accompagne les migrants dans leurs démarches tire la sonnette d'alarme : ses bénévoles expliquent avoir vu les avis d'expulsion (OQTS) se multiplier ces trois dernières années, accompagnant des demandes qui, selon eux, auraient eu toutes les chances d'être acceptées auparavant. De 160 OQTF environ pour l'année 2019 sur l'arrondissement du Havre, on en compte déjà 271, au 8 juillet 2021, émises depuis début 2021, soit plus de 45 par mois. Si on continue sur ce rythme, on sera à plus de 600 à la fin de l'année. La situation est telle qu'il y a un doute désormais avant chaque dépôt de demande de régularisation. « Cela fait 15 ans que je suis dans l'association, je n'ai jamais vu ça », assure un bénévole. « Nous n'avons plus aucune visibilité sur les dossiers, on a le sentiment qu'ils ne les regardent que comme un numéro d'étranger qui doit partir. C'est comme si les dossiers n'étaient pas lus, ou alors seulement en ciblant la faille, sans regarder le contexte. Tout ce qui fait la vie de la personne est nié. » Les refus portent sur des motifs qui ne correspondent pas à la réalité des situations. Pourtant, les critères établis par la loi n'ont pas changé. Mais depuis que les titres de séjour santé ne sont plus étudiés par l'ARS (Agence régionale de santé) mais par les médecins de l'OFII (Office français de l'immigration et de l'intégration), qui dépend du ministère de l'Intérieur, on note une baisse d'au moins 30%, sans parler des refus de renouvellement. L'augmentation des mesures d'expulsion est aussi synonyme de l'augmentation des recours. Il en découle un encombrement des cabinets d'avocats, de l'aide juridictionnelle et du tribunal administratif. C'est beaucoup d'argent utilisé pour faire souffrir des gens que l'on pourrait plutôt employer pour les accueillir. »

PARIS

Cent-quatre personnes, dont 102 hommes seuls et deux membres d'une famille, installées sous des tentes le long du canal de l'Ourcq, dans le nord de Paris, ont été "mises à l'abri" jeudi 5 août 2021 par les services de l'État et orienté vers les Centre d'Accueil et d'examen des situations administratives (CAES) à Paris et à Ris-Orangis. Parmi eux se trouvaient de nombreux hommes qui n'avaient pas pu bénéficier d'une mise à l'abri à la suite de l'évacuation de la place des Vosges le 30 juillet 2021 (voir lettre 18). Utopia 56 leur a apporté des tentes et des couvertures. De son côté, le collectif Solidarité migrants Wilson avait servi dès le lendemain matin 40 à 50 petits-déjeuners.

Près de 3 000 personnes ont pu bénéficier d'un hébergement d'urgence à la suite des 9 opérations organisées par le collectif Réquisitions.

Expulsion d'un mineur isolé étranger

Le préfet de police de Paris a expulsé dimanche 8 août 2021 en fin de matinée un mineur isolé étranger vers son pays de naissance, le Sénégal, alors même qu'il bénéficiait depuis le 28 juillet 2021 d'une ordonnance du Juge des enfants du tribunal de Nanterre le plaçant à l'Aide

sociale à l'enfance (ASE) des Hauts-de-Seine. Passant outre la loi qui interdit l'expulsion des mineurs non accompagnés, passant outre les procès-verbaux de la police de l'air et des frontières d'Orly, par où il était arrivé en France, qui parle de lui comme étant un mineur isolé, passant outre les décisions du tribunal judiciaire de Créteil le désignant comme mineur, et passant outre l'ordonnance de placement à l'ASE des Hauts-de-Seine du Juge des enfants du tribunal de Nanterre, le préfet de police a décidé de mettre Ousmane de force dans un avion pour l'expulser, moins de 24 heures après un contrôle de titre de transport et d'identité dans le métro parisien. Expulsion expresse, l'obligation de quitter le territoire français (OQTF) a été remise à Ousmane dans l'avion ! sans la moindre possibilité de déposer un recours au tribunal avec l'aide des associations présentes dans les centres de rétention, sans attendre de pouvoir joindre l'ASE qui aurait pu confirmer la prise en charge judiciaire. La décision du préfet pouvait logiquement être retoquée par le tribunal administratif. Alors peu importe la décision du Juge des enfants, on l'expulse en moins de 24 heures ! Pour celles et ceux des élus et citoyens qui avaient encore quelques illusions, ces faits révoltants sont bien l'illustration du passage pour les mineurs non accompagnés (ou mineurs isolés étrangers) « du champ de la protection de l'enfance à un système policier », dénoncé par les associations lors de la récente discussion à l'Assemblée nationale du projet de loi sur la protection de l'enfance.

MANCHE

Cent huit migrants ont été secourus mercredi 11 août 2021 dans le détroit du Pas-de-Calais alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Angleterre à bord de quatre embarcations distinctes. Le centre régional opérationnel de surveillance et de sauvetage (Cross) Gris-Nez a d'abord été contacté pour une embarcation se trouvant en difficulté au large de Sangatte. Sept personnes ont été récupérées et déposées au port de Dunkerque. Le Cross a ensuite secouru une autre embarcation en difficulté avec 29 naufragés à bord au large de Dunkerque. Un naufragé ayant fait un malaise, il a été évacué par hélicoptère. Les autres personnes ont été ramenées au port de Dunkerque. 37 naufragés ont ensuite été secourus sur des bateaux en difficulté au large de Calais et 35 au large de Dunkerque. Malgré les mises en garde répétées des autorités qui soulignent le danger lié à la densité du trafic, aux forts courants et à la basse température de l'eau, les traversées de la Manche se multiplient.

Jeudi 12 août 2021, plusieurs alertes ont été données pour des embarcations en difficulté dans la Manche, et 164 migrants ont été secourus. Dans le chenal de Dunkerque, 36 personnes se trouvaient sur un canot en détresse, mais un homme est décédé, malgré l'opération de sauvetage. Il s'agit du premier décès connu dans le détroit du Pas-de-Calais. La victime, érythréenne, avait été hélitreuillée "inconsciente" lors de l'opération de sauvetage, puis évacuée vers l'hôpital de Calais où elle est décédée.

Le 12 août 2021, 592 arrivées ont été enregistrées.

Samedi 14 août 2021, un jeune homme a été mis en examen dans le cadre de l'enquête ouverte à la suite de ce naufrage meurtrier. Âgé d'une vingtaine d'années et se déclarant algérien, mis en examen, il « reconnaît a minima avoir piloté le bateau » et a également été « mis en cause par un certain nombre de naufragés ». Plusieurs chefs d'accusation ont été retenus contre lui : association de malfaiteurs, aide à l'entrée et au séjour irréguliers en bande organisée, homicide involontaire et mise en danger de la vie d'autrui. Cependant, « ce ne sont pas les responsables qui sont à la tête des filières d'immigration clandestine qui acceptent de monter dans les bateaux », et l'enquête reste ouverte car il reste "d'autres auteurs à identifier".

Afin de rendre la route impraticable pour les migrants, la France et la Grande-Bretagne ont annoncé le déploiement supplémentaire de forces de l'ordre et d'équipements de surveillance de haute technologie dans la région de Calais. Pour les associations d'aide aux migrants, ces mesures

ont des résultats illusoires : malgré les obstacles, les migrants sont prêts à prendre des mesures désespérées pour rejoindre le Royaume-Uni. Les gendarmes rencontrés la nuit sont à l'affût du moindre indice qui leur permettrait d'arrêter des migrants en partance pour le Royaume-Uni. Avec leurs jumelles high-tech, les gendarmes français peuvent voir des corps en mouvement la nuit sur la plage. Ils voient des bateaux de migrants partir vers 3 heures du matin, mais les gendarmes qui ont repéré un bateau déjà en mer ne vont pas nager après eux ! Aussi, les bateaux de migrants traversant la Manche sont-ils généralement surchargés et leur interception en mer est jugée risquée pour les passagers. Pour cette raison les navires de la marine française qui croisent leur route n'interviennent pas, ou seulement en cas de difficultés, si leur bateau commence à couler. Une politique qui explique en partie le succès des "petits bateaux" qui finissent par atteindre le Royaume-Uni. Selon une agence de presse britannique, plus de 10 000 personnes ont réussi la traversée depuis le début 2021. FRONTEX a déclaré le 29 juillet 2021 que sa contribution dans le nord de la France serait limitée au déploiement d'avions de surveillance de septembre à fin octobre 2021. Les autorités savent que les migrants continueront d'arriver, mais ils veulent faire de leur vie un enfer. Dans les camps de fortune autour de Calais et Dunkerque, la pression policière n'entame en rien la motivation des migrants qui pensent ne pas avoir le choix de la destination : ils se rendent en Grande-Bretagne parce que leur demande d'asile ne sera acceptée nulle part ailleurs (ce qui est faux car les accord Schengen sont valables en Angleterre!). Pour un Érythréen de 25 ans "L'Angleterre est ma dernière chance. Si je pouvais rester en France, je le ferai. Mais je ne peux pas obtenir l'asile ici parce qu'on a pris mes empreintes digitales à mon arrivée en Italie". Si l'on s'adresse à un passeur, une place sur un canot tourne autour de 2 000 euros.

Samedi 21 août 2021, 102 migrants au total ont été secourus en mer dans le détroit du Pas-de-Calais, alors qu'ils tentaient de rejoindre l'Angleterre à bord d'embarcations de fortune ; ils sont sains et saufs. 38 naufragés ont été récupérés par un canot des sauveteurs en mer (SNSM) et ramenés au port de Boulogne-sur-mer, où ils ont été pris en charge par les pompiers du département et la police aux frontières (PAF). Le ferry Delft Seaways, a signalé une embarcation en difficulté avec 4 personnes à bord dans la zone du Dyck. Puis une embarcation de migrants en difficulté au large de Hardelot, a été signalée et deux naufragés ont été récupéré ainsi que 58 autres personnes au même endroit. Tous ont été amenés, eux aussi, au port de Boulogne-sur-Mer, où les attendaient la PAF et les pompiers.

Samedi 21 août 2021, il n'y avait jamais eu autant de monde recensé dans les canots pour une seule journée. Au moins 828 migrants ont traversé la Manche pour gagner les côtes anglaises, a indiqué lundi soir le ministère britannique de l'Intérieur.

Depuis le début de l'année 2021, plus de 12 400 personnes ont effectué la traversée du détroit, l'un des plus fréquentés au monde, à bord de petites embarcations. Soit bien plus que lors de toute l'année dernière, ou quelque 8 000 personnes avaient tenté ce trajet.

MEDITERRANEE

La porte-parole en France du Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU a appelé début juillet 2021 l'Europe à se doter en "urgence" d'un mécanisme de répartition automatique, prévisible et solidaire des migrants secourus. "Si on regarde la Méditerranée centrale, l'an dernier, ce sont moins de 50 000 personnes qui arrivent", avait-elle souligné. Un chiffre "totalement gérable au regard de la population européenne, relevait la porte-parole, et au vu du nombre de personnes déracinées dans le monde, qui a atteint 82 millions de personnes".

Les zones SAR en méditerranée (Search And Rescue)

Depuis les années 1980, la Méditerranée est divisée en zones SAR (Search and Rescue) pour rendre le contrôle et le sauvetage plus efficaces. Elles sont gérées par les pays qui l'entourent.

Actuellement, des milliers de personnes mettent ainsi leur vie en danger en fuyant des endroits dangereux, comme la Libye où elles subissent des mauvais traitements, des abus physiques et des violences répétées. C'est une véritable honte pour l'humanité. Sans cesse, il faut argumenter pour avoir le droit non seulement légal mais surtout moral de porter secours à ces personnes. Chaque vie humaine se vaut. Personne ne devrait mourir dans les mers européennes du fait de sa couleur de peau, de son origine ou de son statut juridique. Le sauvetage en mer est une obligation en vertu du droit maritime international. Ce n'est pas une option. Ce n'est pas un crime. C'est un droit à la vie.

LES NAVIRES

Le Geo Barents

Après 24 jours de détention par les autorités italiennes, le bateau de sauvetage, le Geo Barents, de Médecins sans frontières (MSF), met le cap sur la Méditerranée pour secourir les personnes en détresse, et où les capacités de sauvetage font cruellement défaut.

Le navire a porté secours jeudi 5 août 2021, à 25 migrants, dont 10 mineurs. Vendredi 6 Août 2021, le bateau de sauvetage était toujours présent dans la SAR zone, à la recherche d'embarcations en détresse.

Le 22 août 2021, après avoir attendu plusieurs jours un port de débarquement sûr pour les 322 personnes secourues les jours précédents, parmi lesquelles se trouvent 95 mineurs et un bébé âgé de deux semaines, le bateau a finalement reçu l'autorisation de débarquer à Augusta, en Sicile.

Le Sea-Watch3

Après plusieurs jours d'attente en mer Méditerranée, les 257 migrants à bord du Sea Watch 3 (voir lettre 18) vont pouvoir débarquer sur la terre ferme. (Les autorités de Malte ont refusé d'accueillir le bateau). "Nous avons un port sûr ! Le Sea Watch 3 se dirige vers Trapani, en Sicile", a indiqué vendredi 6 août 2021 sur Twitter l'ONG allemande. Les 257 passagers sont très soulagés et incroyablement heureux. Samedi 7 août, 2021 les 257 rescapés du Sea Watch3 ont pu débarquer dans le port sicilien de Pozzallo, après avoir été soumis à un test de dépistage au Covid-19. Sept exilés avaient déjà été évacués la semaine précédente par les garde-côtes italiens pour des raisons médicales.

L'Ocean Viking

Le week-end 1er et 2 août 2021, 550 migrants (dont 119 enfants) ont été secourus au large de la Libye sont à bord du navire humanitaire Ocean Viking, affrété par SOS Méditerranée. Les autorités de Malte ont refusé d'accueillir le bateau. La situation à bord est difficile et peut dégénérer à tout moment pour la santé des personnes secourues. L'état de santé des rescapés s'aggrave d'heure en heure : augmentation des plaies infectées, douleurs physiques généralisées, épuisement, maux de tête. Le mal de mer entraîne une perte de fluides et une incapacité à s'alimenter. Toutes les femmes enceintes s'affaiblissent de jour en jour. Presque tous les enfants souffrent de douleurs abdominales, de vomissements, de perte d'appétit. L'Ocean Viking réclame l'attribution d'un port sûr pour

débarquer les naufragés. Vendredi 6 août 2021, il attend toujours des instructions de la part des autorités italiennes. Le dimanche 8 août 2021, les passagers de l'Ocean Viking ont débarqué à Pozzallo. Mais seuls 97 migrants, dont des mineurs et des personnes nécessitant des soins médicaux urgents ont pu quitter le navire sous une chaleur écrasante. Lundi 9 août 2021 au matin, l'opération s'est poursuivie, pour "les mineurs non accompagnés et les familles encore à bord".

TUNISIE

Dans la nuit du samedi 31 juillet au dimanche 1er août 2021, 188 personnes ont été secourues, et la nuit suivante, 309 migrants dont la majorité est originaire d'Afrique subsaharienne. Durant ces deux jours, environ 115 personnes ont également été arrêtées alors qu'elles s'apprêtaient à prendre la mer à bord d'embarcations de fortune. Les autorités ont saisi dans des maisons abandonnées des moteurs de bateaux, du carburant, des gilets de sauvetage, un GPS ainsi que de l'argent. La ministre italienne de l'Intérieur et la Commissaire européenne aux Affaires intérieures ont proposé des aides économiques à la Tunisie, qui peine à rembourser ses dettes. En échange, Tunis devra, de son côté, faire preuve d'un effort accru pour empêcher les migrants d'arriver en Europe. Rappelons qu'en 2011, environ 20 000 ressortissants tunisiens avaient débarqué à Lampedusa, en traversant la Méditerranée.

La situation sanitaire très critique, doublée d'une crise politique majeure, rend encore plus difficile qu'il ne l'était déjà le quotidien des migrants vivant dans le pays. Officiellement, toutes les personnes âgées de plus de 40 ans sont désormais éligibles au vaccin, mais c'est peine perdue pour les sans-papiers, qui sont dans l'impossibilité de justifier leur âge. En effet, pour obtenir un rendez-vous, la plate-forme dédiée Evax exige en effet des justificatifs d'identité, passeports ou cartes de séjour. Les migrants qui ont perdu leurs papiers lors d'un sauvetage en mer ou sur les routes sont donc automatiquement exclus de la vaccination. Les sans-papiers subissent le ralentissement de l'économie dû aux restrictions sanitaires. La plupart travaille dans le secteur informel, dans le tourisme ou les services, les domaines les plus touchés par la pandémie ; Et comme ces heures de travail ne sont pas déclarées, les migrants n'ont pas touché d'aides de l'État. L'arrêt de ces activités a entraîné une perte totale de salaires. Avant le début de la pandémie, 72% des bénéficiaires de l'OIM avaient un emploi. Après le premier confinement, en mars 2021, ils n'étaient plus que 9%. La Tunisie est un pays bien plus stable et moins dangereux que la Libye. Mais la situation sanitaire et économique actuelle ne donne pas envie aux migrants d'y rester. Il reste un pays de transit. Même ceux qui obtiennent le statut de réfugié finissent par partir.

LIBYE

Dix-huit personnes sont mortes noyées, dimanche 22 août 2021, dans le naufrage de leur embarcation, au large de la Libye. D'après les autorités, 51 survivants, tous de nationalité égyptienne, ont pu être secourus. Ils ont été ramenés au port de Zuwara, à 120 kilomètres à l'ouest de la capitale Tripoli

Malgré les nombreux naufrages, les départs ne faiblissent pas. Près de 22 000 personnes ont été interceptées entre janvier et juillet 2021, contre 12 000 sur toute l'année 2020, a fait savoir l'OIM ; les passeurs ont accéléré la cadence pour compenser le manque à gagner durant les nombreux mois de confinement. Les conditions de vie très difficiles des migrants qui vivent dans le pays qui expliquent la hausse des départs. Il semble que le danger se soit accru par rapport à l'année dernière. Les migrants cherchent à fuir la Libye où ils sont victimes de violences et où les droits humains sont violés. Quelque 6 000 d'entre eux se trouveraient actuellement dans les centres de détention officiels libyens.

MALTE

Les autorités maltaise n'ont pas voulu prêter main forte au Géo Barents au cours des opérations (voir ci-dessus) et ont refusé d'accueillir les rescapés sur leur sol.

UNION EUROPEENNE

ALLEMAGNE

A la suite d'une question au Parlement portée par le parti de gauche Die Linke, les tribunaux ont donné raison aux demandeurs d'asile afghans dans 76% des quelque 4 200 recours examinés entre janvier et mai 2021, contre seulement 55% des cas sur la même période en 2020. Mardi 3 août 2021, un vol charter qui devait partir de Munich avec à son bord six Afghans a dû être annulé à la dernière minute. Selon le ministère allemand de l'Intérieur, des détonations à Kaboul n'auraient pas permis de garantir la sécurité des expulsés. Dans la foulée, Berlin a néanmoins assuré que le vol sera reporté à une date ultérieure. la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a également conduit l'Autriche à reporter l'expulsion d'un demandeur d'asile afghan. Pour l'ONG allemande de défense des migrants Pro Asyl, la décision de la CEDH montre à quel point le problème est brûlant en matière de droits de l'Homme et à quel point la situation en Afghanistan est critique (voir lettres 12, 15, 18) Le 9 juillet 2021, l'Afghanistan a appelé l'Europe à stopper les expulsions de ses ressortissants pour les trois prochains mois. Une demande que le ministère allemand de l'Intérieur a accepté.

Depuis le début de l'année, l'Allemagne a expulsé 167 personnes vers l'Afghanistan. Parmi les migrants renvoyés, certains sont des repris de justice mais d'autres sont des Afghans bien intégrés dans la société.

Après les inondations destructrices dans l'ouest de l'Allemagne, de nombreux réfugiés sont à nouveau confrontés à un avenir incertain. Le secteur du tourisme, déjà en crise à cause de la pandémie de coronavirus s'est détérioré, or c'est dans ce secteur que travaillent beaucoup de migrants, souvent employés dans les restaurants, les hôtels et les exploitations viticoles. De plus certains ont perdu tout ce qu'ils avaient avec la destruction des maisons.

L'église allemande a décidé d'accorder l'asile religieux à un syrien aveugle de 27 ans menacé d'expulsion vers l'Espagne. Son recours devant un tribunal administratif avait échoué fin juin. Il se trouve désormais dans un monastère en Bavière et espère pouvoir profiter de la "clause de souveraineté" prévue par le règlement de Dublin. Cette clause permet à un État de renoncer au renvoi d'un demandeur d'asile vers le pays considéré comme responsable, notamment pour des raisons humanitaires, familiales ou encore de vulnérabilité de la personne. La région de Bavière pourrait également délivrer unilatéralement un permis de séjour ou décider d'une interdiction d'expulsion pour permettre au syrien de terminer ses études universitaires.

Lors d'une conférence de presse après le 15 août 2021, le gouvernement allemand a concédé que des milliers d'Afghans ayant notamment travaillé pour l'armée allemande étaient toujours pris au piège à Kaboul, malgré la promesse qu'ils obtiendraient un droit d'asile en Allemagne. De plus, les délais d'octroi des visas ont entraîné une certaine confusion. Selon des médias allemands, de nombreux auxiliaires afghans se sont retrouvés à devoir organiser leur voyage vers l'Allemagne eux-mêmes. Ainsi, certains d'entre eux ont atterri ces derniers mois à différents aéroports allemands sans recevoir le moindre accueil ou information sur les prochaines étapes à suivre. Dans certains

cas, ce sont leurs proches en Allemagne qui ont dû faire les démarches pour leur permettre de trouver un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Face à ce chaos, les dirigeants des régions allemandes ont appelé, mercredi 18 août 2021, le gouvernement central à mettre en place un nouveau programme d'accueil pour les anciens auxiliaires afghans et certaines personnes en danger à cause de leurs activismes. La Rhénanie-du-Nord-Westphalie, la région la plus peuplée d'Allemagne, s'est ainsi dite prête à accueillir 1 800 personnes. Un millier de places seraient réservées en priorité aux femmes afghanes, militantes des droits de l'homme, artistes ou journalistes. La région du Bade-Wurtemberg serait également ouverte à l'accueil de 1 100 anciens auxiliaires afghans et leurs familles.

AUTRICHE

Mardi 3 août 2021, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH) a conduit l'Autriche à reporter l'expulsion d'un demandeur d'asile afghan. La Cour a bloqué son renvoi au moins jusqu'à la fin du mois d'août 2021 en estimant qu'il pourrait être contraire au droit européen sur les expulsions vers des zones en conflit. Cependant, pour le gouvernement autrichien, cette décision de la CEDH concerne "un cas individuel spécifique" et non pas la politique "générale" de l'Autriche en matière d'expulsions vers l'Afghanistan.

BULGARIE

la Bulgarie a annoncé, jeudi 26 août, dépêcher entre 400 et 700 militaires à ses frontières avec la Grèce et la Turquie. Les soldats "assureront une mission de protection et assisteront, si nécessaire, la gendarmerie et la police frontalière, notamment pour la construction de barrières. Entre 2013 et 2018, la Bulgarie avait déjà érigé une clôture de barbelés de 259 km à sa frontière avec la Turquie, au sud-est du pays. Cependant, du fait d'un manque d'entretien, certains migrants ont pu pénétrer sur le territoire et transiter à travers le pays. la Bulgarie n'a jamais accueilli de migrants en grand nombre et n'est qu'une étape pour la quasi-totalité des exilés qui en franchissent la frontière. Pourtant, la question migratoire est avant tout traitée comme une question sécuritaire par les autorités bulgares. Depuis 2015, le message circule dans le milieu des réfugiés qu'il vaut mieux éviter de passer par ce pays car les risques d'être tabassé et dépouillé à la frontière sont particulièrement élevés. En effet, en Bulgarie se tient un discours de haine vis-à-vis des étrangers. À la frontière, des milices armées composées de militants nationalistes prêtent main-forte à la police pour intercepter les migrants. Ces milices diffusent même des vidéos, parfois très violentes, de leurs actions sur les réseaux sociaux. Sur certaines, on voit des gens pris, frappés et ligotés par les activistes.

ESPAGNE

Au cours des sept premiers mois de 2021 - les arrivées des 17 et 18 mai à Ceuta exceptées - plus de 16 500 migrants sont arrivés en Espagne par des moyens irréguliers.

Au moins 2 087 migrants sont morts ou ont disparu en essayant d'atteindre l'Espagne dans des embarcations de fortune au premier semestre 2021. Cette augmentation du nombre de décès cette année pourrait être dû à une plus grande utilisation des bateaux pneumatiques, moins sûrs, les migrants ayant du mal à trouver des bateaux en bois. Par ailleurs, la coopération est insuffisante entre les services de secours espagnols et marocains.

Canaries

Partis le jeudi 3 août 2021 de Laâyoune, dans la région du Sahara Occidental à bord d'un canot pneumatique, 54 personnes ont dérivé pendant presque deux semaines dans l'océan Atlantique, alors qu'elles tentaient de rejoindre les îles Canaries. Leur embarcation a fini par s'échouer sur les côtes mauritaniennes. Seules sept personnes ont survécu. Elles risquent d'être expulsées.

Jeudi 5 août 2021, 30 femmes, huit enfants et quatre hommes sont mortes dans le naufrage de leur embarcation, au large des Canaries. Un peu plus de trente minutes après son départ de la ville de Dakhla, au sud du Maroc, le bateau a commencé à dériver, une vague a fait chavirer le bateau, les pêcheurs témoins de la scène ont alors prévenu la gendarmerie. Six femmes et quatre hommes ont tout de même pu être secourues. Une des rescapées a perdu ses deux enfants. Seul le corps de l'une des filles de cette femme a été retrouvé.

Jeudi 5 août 2021, 26 Africains subsahariens ont été secourus au large de Grande Canarie, par les sauveteurs espagnols. Les migrants, tous des hommes, sont sains et saufs et ont été emmenés au port d'Arguineguín.

Mardi 10 août 2021, l'après-midi, le navire marchand Ever Grace a aperçu une embarcation en détresse, à 650 kilomètres de Grande Canarie. Il a alors averti les autorités espagnoles, et est allé secourir les passagers, aidé par un autre bateau, le pétrolier Fortress Knutsen. A cause des conditions météorologiques et de leur épuisement, quatre d'entre eux sont tombés à l'eau et n'ont pas pu être secourus. L'Ever Grace a pu remonter à son bord les autres rescapés, dont quatre étaient très affaiblis. Une femme est morte peu de temps avant l'arrivée d'un hélicoptère de l'armée espagnole, dépêché pour prendre en charge les exilés. Il a tout de même pu emmener trois passagers, dont un dans un état grave, vers un hôpital à Grande Canarie. Le navire Evergrace a mis le cap sur Las Palmas de Gran Canaria avec 26 migrants à bord, dont plusieurs femmes.

Le pillage en mer pousse des milliers de jeunes des zones de pêche comme Mbour ou Saint Louis à embarquer sur les pirogues à la recherche d'un avenir : à Mbour tous les jeunes veulent embarquer dans leur bateau de pêche, et mettre le cap sur l'Espagne.

52 personnes sont décédées dans un naufrage dans l'Atlantique, sur la route migratoire des Canaries. Une seule survivante a été retrouvée, le 19 août 2021, accrochée au canot pneumatique à moitié submergé et retourné. L'embarcation avait été localisée, le 19 août 2021, par le navire pétrolier Evros, qui a prévenu les autorités espagnoles. Ces dernières lui ont demandé de demeurer non loin de la survivante, mais sans la faire monter à bord, jusqu'à l'arrivée d'un hélicoptère de secours. L'embarcation se trouvait alors à 250 kilomètres de Grande Canarie. Transportée à l'hôpital dans un état grave de déshydratation, la survivante, ayant passés six jours angoissants à la dérive, a témoigné que près de 52 autres personnes étaient montées avec elle dans l'embarcation depuis le Maroc.

Mercredi 25 août à 5h du matin, sur les 39 passagers de l'embarcation qui avait chavirée en mer, onze personnes manquaient à l'appel, d'après les témoignages des migrants. Les garde-côtes ont entamé des recherches dans la zone. Quelques heures plus tard, trois cadavres de femmes ont été localisés, probablement trois des 11 migrants qui ont disparu. Les 28 rescapés d'origine maghrébine - deux mineurs, deux femmes et 24 hommes - ont été pris en charge par les autorités. Un mineur et trois hommes ont été hospitalisés pour hypothermie.

Dans un communiqué commun paru le 18 août 2021, l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM) ainsi que le HCR ont réitéré "le besoin urgent d'un soutien accru afin d'éviter de nouvelles tragédies en mer". Les deux organisations s'inquiètent du "nombre croissant de décès" et de départs depuis les côtes africaines vers les Canaries. Le HCR s'efforce d'accroître

l'identification des personnes ayant besoin d'une protection internationale voyageant le long de ces itinéraires et de fournir une assistance dans les pays qui les accueillent. Conformément aux recommandations incluses dans le Pacte mondial pour les migrations, des alternatives doivent également être disponibles pour les survivants, qui ont déjà subi de lourds traumatismes médicaux et psychosociaux.

Un bateau, ayant à son bord 117 migrants, dont 20 mineurs et 3 femmes, a accosté, lundi 23 août 2021, après 6 jours en mer, à l'île espagnol des Canaries d'El Hierro. Ces migrants d'origine subsaharienne (Sénégal, Mali, Gambie...), qui ont quitté Saint-Louis, sont transférés dans l'ancien couvent de La Frontera et placés en garde à vue. Les mineurs sont conduits à la résidence étudiante Valverde. Le bateau est arrivé au port par ses propres moyens. C'est le troisième bateau à arriver à El Hierro au cours des quatre derniers jours. Avant ce débarquement, il y a une arrivée de 47 migrants dimanche 22 août 2021 et 5 le vendredi 20 août 2021 .

Irun

Dimanche 8 août 2021, vers 10h. un migrant est décédé en tentant de traverser à la nage la Bidassoa, fleuve côtier : frontière naturelle entre la France et l'Espagne, pour entrer en France. Le noyé est décédé d'un arrêt cardio-respiratoire. Un deuxième homme a réussi à passer.

La police autonome basque, la Ertzaintza a ouvert une enquête pour établir les circonstances et tenter de trouver son identité. Le maire d'Irun a demandé la mise en place d'une politique migratoire européenne pour éviter, à l'avenir, ces drames humains (voir lettre 14 et 16). Un accord signé entre Madrid et Paris permet aux autorités françaises d'expulser un migrant arrivé au maximum quatre heures plus tôt dans l'Hexagone.

Depuis le début de l'année, entre 1 200 et 1 600 agents (gendarmes, policiers, CRS et douaniers) sont déployés chaque semaine à la frontière, avec une moyenne de 163 personnes par jour. Depuis trois ans, environ 30 000 migrants ont atteint la France depuis Irun, sans revenir sur leur pas, selon les chiffres de l'association Irungo Harrera Sarea.

Méllilla

le 17 août, où 57 migrants subsahariens sont parvenus à passer la frontière.

350 migrants d'origine subsaharienne ont tenté samedi 28 août 2021 de franchir la clôture de Melilla. Les gardes-frontières marocains qui ont alerté leurs homologues espagnols. La Guardia Civil a repoussés les migrants au moyen d'un hélicoptère. "Personne n'a réussi à traverser", selon le porte-parole du gouvernement espagnol.

GRECE

En violation de ses obligations au titre de la déclaration conjointe Union Européenne-Turquie de 2016, la Turquie, aurait été informée du départ d'un bateau avec au moins 13 personnes qui a quitter les eaux territoriales turques le lundi 2 août 2021. Le canot pneumatique a sombré dans les eaux territoriales turques, le long de la frontière maritime entre l'île grecque de Lesbos et la côte turque. Dix personnes ont été secourues durant l'opération de sauvetage mais trois migrants sont portés disparus depuis vendredi 30 juillet 2021, selon les déclarations des rescapés aux autorités grecques. « Les garde-côtes grecs, qui privilégient avant tout la protection de la vie humaine, ont été contraints d'entrer dans les eaux territoriales turques, sauvant dix personnes », a déclaré le ministre grec des Migrations.

Incendies : évacuation de deux camps

Mardi 3 août 2021, 16 mineurs non-accompagnés du centre de rétention d'Amygdaleza, situé à proximité d'un des principaux foyers d'incendie, ont été évacués vers un camp de l'Attique.

Dans la nuit du jeudi 5 au vendredi 6 août 2021, les deux camps pour demandeurs d'asile de Malakasa, non loin d'Athènes, ont été évacués en urgence. Les feux de forêt qui ravagent la Grèce ces dernières semaines s'en approchaient trop dangereusement. L'ensemble des 2 000 à 3 000 résidents des deux camps a été transféré en toute sécurité vers le camp de Ritsona, dans le nord de Malakasa. L'arrivée dans le camp de Ritsona a nécessité une coordination avec les autorités pour fournir de l'eau ; quant à la nourriture supplémentaire, ce n'est plus qu'une question de temps pour qu'elle soit distribuée ; des volontaires ont apporté des sacs de couchage, tandis que les migrants installés à Ritsona "ont volontairement fait de la place à l'intérieur de leurs abris pour les arrivants, dès que c'était possible. On ne sait pas si les personnes déplacées pourront revenir à Malakasa, ni où elles iront : tout dépend du développement du feu.

Samos

En cours de construction, un nouveau camp, devant remplacer l'ancienne structure en partie détruite par des incendies en 2019 et 2020, doit prochainement accueillir les 900 personnes installées dans le camp actuel - parmi lesquelles des Afghans (28 %), des Syriens (20 %) et des Congolais de la République Démocratique du Congo (17 %).

Les premiers baraquements déjà installés font craindre le pire : posé au milieu d'un grand terrain vague, le futur camp, où s'alignent des conteneurs, est entouré d'un haut grillage surmonté de barbelés. Une véritable "prison à ciel ouvert". Avec ce camp, isolé, moins visible et plus sécurisé, « on cherche à criminaliser, à humilier et à punir les réfugiés et les demandeurs d'asile plutôt que d'entendre leurs droits » Pour le directeur, la construction de ce camp illustre bien la politique migratoire adoptée par l'Europe. Ce n'est pas le type d'accueil que l'on attend des pays européens. Il est temps que les citoyens voient ce qui est fait avec l'argent de leurs impôts et qu'au lieu de financer ce mode de criminalisation, ils investissent dans la dignité envers les demandeurs d'asile et les réfugiés qui arrivent en Europe ».

Lesbos

Un nouveau camp fermé est en construction pour remplacer le camp provisoire où vivent des milliers de demandeurs d'asile depuis la destruction du camp de Moria. Ce nouveau camp permanent et "fermé" aura une entrée contrôlée et sera doté d'une double clôture. Cela ressemble à une prison, financées par l'Union Européenne. Depuis cinq ans, l'Union européenne mène une politique de rétention inacceptable sur les îles grecques de Lesbos, Samos, Chios, Leros, et Kos. Avec la complicité du gouvernement grec, les réfugiés et demandeurs d'asile sont piégés dans des camps aux conditions de vie épouvantables.

Dans les camps de Lesbos, s'il n'y a pas de feux de forêt, les vagues de chaleur sont, elles, insupportables. Les migrants vivent dans une grande tente, abritant plusieurs personnes. Un container climatisé est réservé aux personnes malades ou extrêmement vulnérables. l'eau potable est distribuée en quantité insuffisante : deux bouteilles d'eau par jour.

Pour lutter contre la pandémie de Covid-19, la Grèce a infligé des amendes de 5 000 euros à 25 demandeurs d'asile arrivés début août 2021 sur l'île de Chios par bateau. Après avoir été emmenés dans une structure de quarantaine, les migrants ont été conduits au Centre d'accueil et d'identification pour y déposer leurs empreintes. La police de Chios les a alors traités comme des touristes et non comme des demandeurs d'asile. En Grèce, tout voyageur étranger doit justifier d'un certificat de vaccination ou d'un test négatif pour entrer dans le pays, sous peine d'amende. Cette pratique a provoqué un tollé dans le pays. Face à la polémique, les autorités grecques ont annulé jeudi 26 août 2021 les amendes infligées aux 25 migrants et ont annoncé la suspension de la mesure.

ITALIE

Sardaigne

Dans la nuit du vendredi 30 au samedi 31 juillet 2021, un premier canot de 54 personnes est arrivé. Les passagers ont été transférés au port de Cagliari et pris en charge par la police. Un second, avec dix hommes et une femme enceinte, a accosté sur la plage de Domus De Maria, dans le sud de la Sardaigne. Ils ont été transférés vers le centre d'accueil de Monastir, et placés en quarantaine. Cinq hommes et une femme, ont été retrouvés par des carabinieri à Teulada, dans le sud-ouest de l'île, et transférés dans ce même centre. Les autorités ont ouvert en janvier 2020 un centre de rétention à Macomer, dans le centre de l'île, d'une capacité de 100 places. Il accueille les migrants non éligibles à l'asile, avant leur rapatriement dans leur pays d'origine. La majorité des migrants débarqués sur l'île partent d'Algérie, dont les côtes se situent à 200 kilomètres. Environ 90 % des arrivées d'algériens en Italie se font depuis la Sardaigne. En 2020, 52 329 étrangers se sont installés sur le territoire sarde, soit 6,9 % de plus que l'année précédente. Parmi eux, 26 264 sont des citoyens non européens, en situation régulière. En moyenne âgés de 37 ans, ils représentent actuellement 3,2 % de la population de l'île. Sur la totalité des étrangers répertoriés, plus de 31 000 travaillaient sur l'île en 2020, soit une augmentation de 6 % par rapport à 2019. Environ 85 % sont employés dans le secteur des services, dont 30,7% dans le travail domestique et 22,3 % dans le commerce. Mais une grande partie de la richesse produite est attribuable à ce que l'on appelle 'l'économie non observée', qui comprend le travail irrégulier, notamment dans l'agriculture, la construction et les secteurs de l'artisanat.

La Sardaigne a perdu 3,32 % de sa population entre 2016 et 2020, soit environ 55 000 habitants. **L'immigration est une ressource pour l'île, car elle a un effet positif sur l'économie** de la région. Cependant, des décisions encore plus incisives doivent être prises et mises en œuvre pour faciliter l'emploi des étrangers, et valoriser leurs compétences au service de l'économie. Contrairement aux idées reçues, la plupart des étrangers en Sardaigne sont européens, notamment roumains. Ils sont plus de 14 000. A Cagliari, vivent principalement des Africains, des Sénégalais, des Marocains et des Chinois, puis des Philippins, des Bengalis et des Pakistanais.

Lampedusa

Dans la nuit du 23 août 2021 jusqu'à la soirée suivante, une trentaine d'embarcations venues de Zouara, en Libye et de Sfax en Tunisie ont débarqué sur la petite île de Lampedusa. Au total, 780 personnes, une majorité d'hommes mais aussi 57 femmes et des enfants, dont une dizaine de moins de 5 ans, ont été récupérées sur la plage en moins de 24 heures. Les débarquements se sont faits presque sans interruptions. Ceux qui venaient de Sfax, ont fait entre 1 et 2 jours de traversée pour atteindre Lampedusa. Les autres, en provenance de Libye, ont mis 2 à 3 jours. Ils ont profité que la mer soit calme pour partir. Le temps s'est gâté par la suite et les arrivées se sont arrêtées. Ils ont été pris en charge par Médecins sans frontières. Les migrants ont été récupérés dans un état critique. Certains avaient eu un peu d'eau pendant la traversée, mais d'autres rien du tout. Et il n'y avait pas de nourriture à bord. Une grande partie des naufragés ont été victimes de violences et parfois aussi de torture. Beaucoup ont été frappés.

LETTONIE

Un état d'urgence local est entré en vigueur, mercredi 11 août, 2021. Celui-ci concerne la zone frontalière avec la Biélorussie, traversée par près de 200 migrants en moins de 24 heures dans la journée du 10 août 2021. "Le régime d'urgence signifie que la frontière entre la Lettonie et la Biélorussie sera pratiquement fermée à tout le monde", a déclaré le premier ministre letton.

LITUANIE

Le dimanche 1er août 2021, 287 migrants sont entrés sur le territoire européen depuis la Biélorussie. Nous avons atteint nos limites" en termes de capacités d'accueil et d'hébergement des arrivants, a affirmé lundi 2 août 2021 le directeur des garde-frontières. Les deux-tiers des personnes entrant sur le territoire sont irakiennes. C'est la raison pour laquelle, au-delà de la réduction du nombre d'arrivées, la plus grande attente des autorités lituaniennes vis-à-vis de l'Union européenne reste que celle-ci utilise sa force de négociation avec le gouvernement irakien. L'Union européenne a promis le 1er août 2021 un soutien financier dans la lutte de la Lituanie contre l'immigration. Vingt à trente millions d'euros seront débloqués afin d'appuyer les autorités dans le contrôle de leur frontière avec la Biélorussie, qui constitue un point d'entrée sur le territoire européen. On doit montrer qu'il n'y a pas de libre accès au territoire de l'Union européenne. Une délégation sera dépêchée sur place quelques jours, afin de discuter en détails des possibilités de financer un système de contrôle frontalier efficient, incluant une surveillance et une protection contre les migrants illégaux.

Le chef des garde-frontières lituaniens a prévenu, mardi 3 août 2021, que ses équipes avaient commencé à repousser les migrants qui essayaient d'entrer dans le pays. Quelque 180 exilés ont été renvoyés en Biélorussie durant cette journée. Il a précisé que des mesures dissuasives peuvent être prises contre ceux qui tentent malgré tout de passer la frontière. La décision prise par la ministre lituanienne de l'Intérieur, est entrée en vigueur mardi 3 août 2021 ; elle permet aux autorités de recourir à la force pour détourner les migrants vers des points de passage frontaliers officiels ou des missions diplomatiques, où ils peuvent demander l'asile légalement. Pour les ONG lituaniennes, cette pratique viole les droits de l'Homme et la Convention de Genève, relative au statut de réfugié. Les refoulements de migrants restreignent le droit de l'Homme, fondamental, de demander l'asile dans un état sûr, la Biélorussie n'est pas un pays sûr et on sait que les droits de l'Homme y sont gravement bafoués.

Mardi 10 août 2021, le Parlement a adopté une loi donnant un feu vert à la construction d'une clôture le long de sa frontière avec la Biélorussie. "Nous devons avoir une frontière forte et fiable avec la Biélorussie (...) dès que possible", a insisté la ministre de l'Intérieur. La loi permet d'éviter certaines restrictions concernant les appels d'offre, réduisant ainsi de moitié le temps de construction de la clôture. Doublée d'un grillage, celle-ci devrait coûter près de 152 millions d'euros à la Lituanie.

Les autorités biélorusses ont rapporté qu'une quarantaine de migrants, parmi lesquels des femmes et des enfants, étaient revenus dans le pays avec "des lésions corporelles" après avoir été refoulés par la Lituanie. La Première ministre lituanienne, affirme n'avoir "aucune information sur des excès qui auraient eu lieu en Lituanie ou à la frontière".

La Biélorussie a accusé la Lituanie d'être responsable de la mort d'un migrant à la frontière entre les deux pays : un ressortissant irakien, violemment battu, a été retrouvé, mercredi 4 août 2021, par les garde-frontière biélorusses à Beniakoni, près de la frontière lituanienne. Le président biélorusse a ordonné l'ouverture d'une enquête pour faire la lumière sur ce décès, et a demandé de retrouver les proches du défunt afin de leur délivrer un visa pour la Biélorussie afin de venir récupérer le corps. Les autorités lituaniennes ont rejeté ces accusations contre la Lituanie et la diffusion d'une telle désinformation. Pour le ministre lituanien de la défense, les allégations de la Biélorussie sont une nouvelle provocation de la part de Minsk. "En organisant ces voyages illégaux, en impliquant leurs fonctionnaires dans cette activité, je pense qu'ils ne peuvent pas toujours contrôler eux-mêmes la situation".

De jeunes Africains sont venus faire des études en Biélorussie. Tentés par la traversée de la frontière, ils ont été arrêtés en Lituanie et se retrouvent bloqués là-bas. Certains déçus par la Biélorussie où ils ont été victime de racisme, veulent aller en Lituanie "pour être en sécurité".

Situé à seulement 30 km de Vilnius, le camp de de Rudninkai, est entouré de grillages et

placé sous la surveillance de plusieurs fourgons de police ainsi que d'un drone. Les quelques 350 hommes enfermés se plaignent des conditions de vie dans le camp. Un seul repas par jour leur est servi. Les exilés dorment à 15 ou 20 sous des tentes qui, les jours de pluie, s'affaissent sous le poids de l'eau. La promiscuité leur fait craindre la contagion de maladies cutanées et respiratoires. L'accès à l'électricité très limité. Les exilés ont le plus grand mal à recharger régulièrement leurs téléphones, rendant leur isolement encore plus difficile à vivre.

Toutes les personnes ayant besoin d'une protection peuvent demander l'asile en Lituanie et chaque demande est examinée individuellement. Dans ce pays d'à peine 3 millions d'habitants qui n'a eu à gérer que 37 arrivées irrégulières en 2019 et 74 en 2020, principalement de Russie et de Biélorussie, l'arrivée de plus de 4 100 demandeurs d'asile a créé un problème logistique. En effet, il y a des problèmes de traduction parce que les migrants parlent différentes langues et qu'il manque des traducteurs, donc les processus sont assez lents. Les migrants volontaires pour un retour volontaire dans leurs pays d'origine recevront un billet d'avion gratuit et 300 € en espèces. Mais "Pratiquement aucun d'entre vous n'obtiendra l'asile, ni ne sera reconnu en tant que réfugié", avait déclaré le ministre lituanien des Affaires étrangères, le 19 juillet 2021, dans un message posté sur Facebook, en anglais et en arabe, et directement adressé aux exilés.

L'UE considère que Minsk utilise les migrants comme une arme pour faire pression sur son voisin balte qui accueille des opposants biélorusses exilés, en particulier la principale rivale du président biélorusse, Svetlana Tikhanovskaïa.

POLOGNE

Du 6 au 8 août 2021, les autorités polonaises ont intercepté 349 migrants qui tentaient de traverser la frontière avec la Biélorussie. Le groupe le plus important, composé de 85 personnes, a été arrêté samedi 6 par des agents du poste de Kuznica. D'après les garde-frontières, la majorité de ces personnes vient "probablement d'Irak et d'Afghanistan". 71 migrants ont été arrêtés dans la nuit de mercredi 5 au jeudi 6 août 2021, et 62 exilés, principalement des Irakiens, dans la même journée. En juillet 2021, 242 migrants au total ont été interceptés dans la région. Depuis le début de l'année 2021, cette région polonaise à la frontière avec la Biélorussie, a arrêté 871 immigrants illégaux, contre 122 pour toute l'année 2020.

Selon le ministre adjoint de l'Intérieur, la cause de cet afflux est une réaction à l'asile accordé à la sprinteuse biélorusse Krystsina Tsimanouskaya, qui, menacée par le régime biélorusse, avait refusé de rentrer chez elle après les JO de Tokyo. Lundi 2 août 2021, la Pologne lui a accordé un visa humanitaire. Vendredi 6 août 2021, le Premier ministre polonais et la Première ministre lituanienne ont condamné "la militarisation de la migration irrégulière par le régime de Loukachenko dans le but d'exercer une pression politique sur l'UE et ses États membres". Dans une déclaration commune, les deux ministres ont appelé la Commission européenne, Frontex, le Bureau européen d'appui en matière d'asile (EASO), d'autres États membres de l'UE et des partenaires extérieurs à un soutien politique et pratique, ainsi qu'un renforcement de la politique de migration et d'asile de l'Union. "Nous sommes fermement convaincus que la protection des frontières extérieures de Schengen n'est pas seulement le devoir des États membres individuels mais aussi la responsabilité commune de l'UE. La Slovénie, qui assure la présidence tournante de l'UE, a déclaré que des pourparlers auraient lieu par vidéoconférence le 18 août 2021, pour répondre à la crise. Ils auront lieu en présence des ministres de l'intérieur des 27 États membres et des représentants de Frontex, de l'EASO et d'Europol.

Dans un camp de fortune, 32 migrants, principalement originaires d'Afghanistan, patientent, depuis deux semaines, coincés entre des officiers biélorusses armés et des soldats polonais près du village de Usnarz Gorny. L'état de santé de la majorité des exilés, qui "mangent du pain sec donné par les garde-frontières et boivent l'eau sale d'un canal", se détériore rapidement, à fait savoir la fondation Ocalenie ("Secours" en polonais). D'après les autorités ils se trouvent sur le territoire biélorusse, dans une zone où la frontière n'est pas précisément tracée, ils survivent grâce à l'aide des

bénévoles et de quelques gardes-frontières polonais. Le gouvernement polonais, au 22 août 2021, campe sur sa ligne dure, au détriment des exilés : "La Pologne doit protéger ses frontières", a soutenu ces derniers jours le Premier ministre, accusant le président biélorusse d'exploiter les migrants. "Je compatis vraiment avec les migrants qui sont dans une situation extrêmement difficile, a poursuivi le chef du gouvernement, mais il convient de préciser qu'ils constituent un instrument politique".

L'armée polonaise soutient les gardes-frontières dans la protection de la frontière avec la Biélorussie. Plus de 900 soldats sont impliqués dans cette opération et des renforts supplémentaires pourraient être envoyés. Lundi 23 août 2021, le ministre polonais de la Défense a annoncé la construction le long de la frontière d'une clôture solide, haute de 2,5 mètres et longue de 407 km, pour empêcher les migrants de pénétrer sur le sol polonais. L'armée a déjà érigé plus de 100 km de clôtures. Ils commencent également à poser 50 km supplémentaires. Ces annonces font suite à une recrudescence des franchissements de la frontière avec la Biélorussie. Le ministère a précisé que 2100 personnes avaient tenté la traversée en août 2021, dont 138 le 23 août 2021 : un record. Parmi elles, 1 342 ont été empêchées de passer et 758 ont été arrêtées, selon les autorités. Vendredi 20 août 2021, les autorités polonaises ont déclaré avoir secouru un autre groupe de 12 migrants, 11 Irakiens et un Égyptien, qui, après avoir traversé illégalement la frontière, s'étaient retrouvés bloqués dans un marécage.

À contrario, plusieurs observateurs insistent pour que le gouvernement laisse entrer les migrants en Pologne. « La seule chose que nous puissions faire c'est de montrer que nous sommes différents de Minsk et de leur donner un abri et une chance d'obtenir un droit d'asile ». Un député polonais appelle « tous les députés et membres du Parlement à se joindre à [lui] pour Usnarz Górny. Lorsque le gouvernement polonais viole la Constitution, le droit international et les droits de l'homme, il ne peut pas rester silencieux. Ne soyons pas indifférents !". Il prévient : "si le gouvernement ne respecte pas immédiatement la loi, ce sera une tragédie. Il est dans l'intérêt de tous de mettre fin au plus vite au blocus de ces personnes et de traiter leurs demandes de protection internationale. Nous perdons du temps".

Un journaliste polonais présent à la frontière affirme qu'il a des preuves de violations du droit international. Dimanche 22 août 2021, « nous avons vu des étrangers arrêtés par les gardes-frontières et emmenés dans une direction inconnue. Il s'agit des mêmes personnes qui avaient déposé une demande d'asile une dizaine d'heures plus tôt au poste-frontière de Szudzialowo. Ils disent avoir été renvoyés de cette façon à de nombreuses reprises ces deux dernières semaines : preuves de violations du droit international. »

Dans une déclaration commune ce lundi 23 août 2021, les premiers ministres d'Estonie, de Lettonie, de Lituanie et de Pologne demandent, entres autres, "d'éventuelles nouvelles mesures restrictives de la part de l'UE pour empêcher toute nouvelle immigration illégale organisée par l'État biélorusse".

A la suite d'une requête de la part du Comité polonais pour les droits de l'homme, la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH), le 25 août 2021, exige des autorités polonaises qu'elles "fournissent à tous les demandeurs de la nourriture, de l'eau, des vêtements, des soins médicaux adéquats et si possible, un abri temporaire", "en application de l'article 39 de son règlement. Ce rappel à l'ordre s'applique également à la Lettonie, qui refuse elle aussi d'accueillir les migrants coincés à la frontière biélorusse. Elle a précisé que cette mesure ne contraignait ni la Pologne ni la Lettonie à accueillir ces migrants sur leurs territoires.

EUROPE

Évacuation des afghans

Les évacuations d'urgence se multiplient aussi. Le **Royaume-Uni** a pu accueillir 306 Britanniques et 2 052 Afghans, "en toute sécurité", a annoncé mercredi 18 août 2021 le Premier ministre.

L'**Allemagne** a déjà évacué 500 personnes, selon le ministère des Affaires étrangères.

L'**Espagne** a, de son côté, engagé une première série de rotations avec trois avions militaires. Un groupe de plus de 50 Espagnols et collaborateurs afghans, en route depuis Kaboul via Dubaï, doit arriver en Espagne jeudi 19 août 2021, selon le gouvernement.

En **Italie**, 86 personnes ont atterri à Rome mercredi, à bord d'un avion militaire : des Italiens, des Afghans et leurs familles, ainsi que des personnels de l'Otan et de l'Union européenne, selon le ministère des Affaires étrangères. Quelque 200 autres personnes sont attendues dans la péninsule.

Par ailleurs, 84 personnes, principalement des Afghans, se sont envolées mercredi 18 août 2021 de Kaboul pour Copenhague, a annoncé la Première ministre du **Danemark**.

ROYAUME-UNI

Un site internet pour les réfugiés

Plutôt que de se pencher sur les négociations à venir avec les pays de l'UE sur la question de l'asile, les politiques britanniques s'évertuent à instrumentaliser la question des migrants et des réfugiés, à des fins électorales.

Pour dissuader les candidats à l'immigration dans le pays, le ministère de l'intérieur a créé un site internet : "On the Move" qui fournit de nombreuses informations sur les risques qui attendent les migrants désireux de rejoindre le Royaume-Uni. Il est traduit en arabe, en persan, en kurde, en pachto et en tigrigna, une des langues officielles de l'Érythrée, il s'adresse aux ressortissants de plusieurs pays. La question "Envisagez-vous de vous rendre au Royaume-Uni de manière irrégulière ?" s'inscrit sur une première page qui s'affiche à l'ouverture du site. Les internautes qui répondent "oui" sont dirigés vers une rubrique qui détaille les "risques" liés au trajet, et les "réalités" de la vie en Europe. On y apprend qu'un exilé "ne sera pas éligible à l'aide sociale de l'État et dans la plupart des cas, les demandeurs d'asile reçoivent une allocation d'à peine 5 £ par jour pour vivre." Concernant les traversées de la Manche, le site assure au candidat à la migration que la route est "incroyablement dangereuse". "Si vous tombez à la mer, vous risquez de vous noyer, vous ne tiendrez pas plus de 30 minutes dans l'eau froide. Si les conditions en mer changent rapidement, votre bateau se chavirera. Vous mourrez rapidement d'hypothermie". Si au contraire, l'internaute assure ne pas vouloir entrer au Royaume-Uni de façon illégale, alors le site s'ouvre sur la page "alternatives sûres et légales". Aucune information ne précise comment atteindre le pays de cette manière. Des sous-rubriques spécifiques à la demande d'asile en France et en Belgique (lieux de départs via la Manche pour rejoindre l'Angleterre) sont par contre proposées, ainsi qu'une page sur les démarches à effectuer pour "retourner volontairement dans le pays d'origine".

Le site ne fait par contre jamais mention de son propriétaire, à savoir le ministère de l'Intérieur. Les candidats à la migration peuvent ainsi fournir des informations personnelles via le formulaire de contact, qui est en fait dirigé par le gouvernement. Le journal qui a révélé l'affaire estime un manque de transparence qui pose problème. Il accuse le ministère britannique de divulguer des allégations "trompeuses" et dirigées contre les migrants, financées avec l'argent du

contribuable. D'après l'article, le Home office aurait déboursé 23 000 £ pour une campagne de communication ciblée sur les réseaux sociaux, de décembre à avril dernier, via ses comptes Facebook et Instagram. Le ministère a reconnu que la campagne avait été menée pour "dissuader les migrants en France et en Belgique de faire des tentatives dangereuses d'entrée au Royaume-Uni". "Nous ne nous excuserons pas de fournir des informations importantes et potentiellement vitales".

Ce site illustre bien la direction vers laquelle se tourne le Royaume-Uni en terme de politique migratoire : celle de l'externalisation.

Malgré cela...

Les traversées de la Manche en direction du Royaume-Uni ne faiblissent pas. Mardi 3 août 2021, 281 personnes ont atteint ses côtes. Le même jour, les autorités françaises ont quant à elles intercepté 20 autres personnes, en mer : toutes les migrants sont "sains et saufs". Ils ont été emmenés au port de Boulogne-sur-Mer, et pris en charge par la Police aux frontières et le service départemental d'incendie et de secours. Si, selon le ministère anglais « Jusqu'à présent, cette année, notre coopération avec les forces de l'ordre françaises a empêché plus de 8 000 passages dangereux - près du triple par rapport à la même période en 2020 -, il ne faut pas oublier que depuis le début de l'année, près de 8 000 personnes ont atteint le Royaume-Uni, via 345 embarcations.

Et cela continue, le 4 août 2021, répartis dans 21 embarcations de fortune, 482 exilés, ont atteint les côtes britanniques. Le même jour, les autorités françaises ont empêché 246 migrants de traverser la Manche. Les accords entre la France et le Royaume uni pour empêcher les migrants d'arriver sur l'île ne semble pas très efficaces pour l'instant.

Racisme envers les réfugiés

Entre le 1er janvier 2020 et le 13 juillet 2021, 70 actes racistes ont été menés par des militants d'extrême droite à l'encontre de demandeurs d'asile. Dans les baraquements de Napier, dans le Kent (voir lettres 12, 15, 17), quatre incidents ont été enregistrés entre septembre et décembre 2020, et 12 se sont produits cette année 2021. Dans la caserne galloise de Penally, fermée en mars 2021, un seul incident a été signalé au ministère de l'Intérieur en 2020, et aucun en 2021. Mais les témoignages des exilés recueillis décrivent une toute autre réalité. L'un a failli se faire renverser par une voiture, qui lui fonçait dessus. D'autres racontent être régulièrement la cible de jets de pierres et de bouteilles, de feux d'artifice tirés à travers la porte, et recevoir des menaces de viol et des incitations à se battre. Des militants d'extrême droite ont demandé à acheter des effaroucheurs à pigeons pour imiter le bruit des coups de feu et effrayer les demandeurs d'asile. Dans les hôtels où ils s'installent parfois, les migrants ne sont pas davantage épargnés. Le nombre d'incidents enregistrés par le Home Office y a triplé en 2021, avec 40 cas signalés, contre 13 en 2020. « Une voiture tournait autour de l'hôtel en nous filmant, et les personnes à l'intérieur nous insultaient et criaient des choses comme : 'Sortez de notre pays, pourquoi mangez-vous notre nourriture, éloignez-vous de nous, vous êtes des étrangers ici'. Nous avons trop peur de sortir de l'hôtel et nous avons l'impression que c'était une prison dans laquelle nous devions rester », raconte un demandeur d'asile originaire du Yémen, logé dans un hôtel en périphérie de Londres. "Nous avons fui des pays où il y a beaucoup de tortures et de persécutions et nous nous sommes sentis en sécurité lorsque nous sommes arrivés ici, a-t-il ajouté. Mais quand on voit ce genre d'attaque raciste, on ne se sent plus protégé".

Les actes de racisme envers les étrangers font régulièrement la Une au Royaume-Uni. En octobre 2018, un adolescent et réfugié syrien avait été agressé par des camarades dans la cour de récréation de son collègue au nord de l'Angleterre. La scène avait été filmée, et la vidéo, postée sur Internet, était devenue virale. Le fondateur de la Ligue de défense anglaise, un groupe d'extrême droite entendant lutter contre la menace islamiste, avait peu après publié sur Facebook deux vidéos dans lesquelles il affirmait que cet adolescent n'était "pas innocent et qu'il s'en prenait violemment aux jeunes filles anglaises de son école". Le militant avait d'ailleurs reçu le soutien du fils du président américain Donald Trump et de son ex-conseiller Steve Bannon. Ces accusations,

visionnées par plus d'un million de personnes, ont eu un effet dévastateur sur l'adolescent et sa famille, originaire de Homs. Après la publication de ces vidéos, il a subi de nombreuses agressions, et a même reçu des menaces de mort. Lors du procès en juillet 2021, la justice lui a finalement donné raison, en lui accordant 100 000 livres de dommages et intérêts.

Le modèle d'intégration britannique, essentiellement pluraliste, est fondé sur la reconnaissance du droit des minorités ethniques, et au maintien de leurs spécificités culturelles et religieuses, et il prône un modèle de tolérance, oui, mais fondé sur une exclusion partielle des nouveaux arrivants.

ASIE

AFGHANISTAN

Lundi 9 août 2021, le directeur général des États d'urgence du ministère des réfugiés en Afghanistan, a insisté pour que l'Europe suspende immédiatement les expulsions d'Afghans vers leur pays d'origine. Au mois de juillet 2021, le gouvernement de Kaboul avait en effet déjà appelé les pays européens à cesser les expulsions pendant trois mois. A la suite à cet appel, la Suède et la Finlande avaient suspendu leurs renvois dans le pays (voir lettre 18). Le 11 août 2021, l'Allemagne et les Pays-Bas ont revu leur position et décidé de suspendre les renvois vers Kaboul. Mais les gouvernements belge, danois, grec et autrichien souhaitent que l'exécutif européen plaide auprès de Kaboul pour maintenir les rapatriements de migrants afghans. Dans une lettre envoyée le 5 août 2021, ils demandaient à la Commission « un dialogue intensifié avec les partenaires afghans sur toutes les questions migratoires urgentes, y compris une coopération rapide et efficace en matière de retour ». "Ce n'est pas parce que les régions d'un pays sont dangereuses que chaque ressortissant de ce pays a automatiquement droit à une protection", a déclaré le secrétaire d'État à l'Asile et la Migration en Belgique. « Les Afghans qui, après une enquête approfondie et indépendante, semblent n'avoir aucun besoin d'asile, ne peuvent pas rester en Belgique ».

Depuis le début de l'année, 1 200 personnes ont été renvoyées en Afghanistan depuis l'UE, dont 1 000 étaient "volontaires" et 200 "forcées". En 2020, les Afghans constituaient 10,6% des demandeurs d'asile dans l'UE (un peu plus de 44 000 sur quelque 416 600 demandes), le deuxième groupe derrière les Syriens (15,2%). Avec l'avancée des talibans, le nombre de réfugiés afghans en Iran devait franchir la barre des 150 000 personnes dans les prochaines semaines.

LIBAN

Depuis 2013, le Liban scolarisait les élèves réfugiés, avec l'aide des Nations Unies. Les élèves libanais venaient le matin et les réfugiés syriens, en milieu d'après midi. Depuis 2015, les réfugiés n'ont plus de statut juridique protecteur, ce qui fait qu'il n'ont plu accès à un refuge ou un toit. Dans l'illégalité, ils vivent dans des conditions précaires avec le risque de devoir retourner chez eux dans leur pays en guerre.

TURQUIE

En violation de ses obligations au titre de la déclaration conjointe Union Européenne-Turquie de 2016, La Turquie, aurait été informée du départ d'un bateau avec au moins 13 personnes qui a quitter les eaux territoriales turques le lundi 2 août 2021. Le canot pneumatique a sombré dans les eaux territoriales turques, le long de la frontière maritime entre l'île grecque de Lesbos et la côte turque. Dix personnes ont été secourues durant l'opération de sauvetage mais trois migrants sont portés disparus depuis vendredi 30 juillet 2021, selon les déclarations des rescapés aux autorités

grecques. « Les garde-côtes grecs, qui privilégient avant tout la protection de la vie humaine, ont été contraints d'entrer dans les eaux territoriales turques, sauvant dix personnes », a déclaré le ministre grec des Migrations

AFRIQUE

MAROC

Les autorités marocaines de Laâyoune ont intercepté 75 Africains subsahariens dont l'embarcation était à la dérive. Lors d'une seconde opération, 54 personnes ont été secourues. À Laâyoune même, 79 candidats au départ, originaires d'Afrique subsaharienne, qui s'apprêtaient à prendre le large vers les îles Canaries, ont été interpellés. Les différents services de sécurité marocains ont également mis en échec deux tentatives de départ : la première à 36 km de Boujdour, au sud de Laâyoune, et la deuxième dans la localité d'Amgriou, dans la province de Tarfaya.

Il arrive régulièrement qu'aucun secours - espagnols ou marocains - ne soit envoyé vers les embarcations en détresse. Il n'y a pas de coordination entre les services de secours espagnols et marocains. Les informations ne circulent pas entre les deux États.

Entre le 19 et le 23 août 2021, 438 personnes repérées en difficulté à bord d'embarcations de fortune ont été secourues en mer Méditerranée et dans l'océan Atlantique. Les rescapés ont reçu les premiers soins avant d'être transportés en toute sécurité vers les ports voisins du royaume et remis à la Gendarmerie Royale pour effectuer les procédures en vigueur.

Près de 330 exilés, originaires du Soudan et du Soudan du Sud, sont arrivés à Oujda ville marocaine. Ces migrants viennent des prisons de Libye ou de Nador, où ils ont été refoulés après avoir tenté d'entrer dans l'enclave espagnole de Melilla. Certains passent par le sud de la Libye, et vont directement en Algérie par le désert pour rejoindre Alger, Oran puis Oujda. D'autres traversent le pays par l'ouest, pour transiter à Zarzis, en Tunisie. Pour ensuite passer, eux aussi, par l'Algérie. Les autorités algériennes ferment les yeux dans un contexte diplomatique marqué par des tensions avec le Maroc. Très peu de migrants soudanais souhaitent s'installer au Maroc, leur objectif est l'Europe : en passant par Melilla ou Ceuta. Dans la ville frontalière, leur quotidien est toujours aussi difficile car du côté des autorités marocaines et des institutions internationales, rien n'a été prévu pour accueillir dignement ces personnes.

OUGANDA

Un peu plus d'une semaine après avoir donné son aval, l'Ouganda a accueilli un premier groupe d'exilés afghans sur son sol. Leur avion, un vol privé, a atterri mercredi 25 août 2021 à l'aéroport d'Entebbe, à environ 35 km de la capitale Kampala. Les hommes, les femmes et les enfants qui composent le groupe ont dû se soumettre à des tests anti-Covid19 et aux procédures de quarantaine exigées par les autorités, a indiqué le ministère des Affaires étrangères. Le pays d'Afrique de l'Est prévoit, au total, de recevoir près de 2 000 réfugiés d'Afghanistan.

Un accueil temporaire sur requête des États-Unis, qui a demandé à plusieurs pays partenaires dont le Kosovo et l'Albanie, d'accueillir des citoyens afghans, le temps d'étudier les demandes de visa. "En tant que principal soutien bilatéral aux réfugiés en Ouganda et à leurs communautés d'accueil ougandaises, les États-Unis expriment leur reconnaissance au peuple ougandais pour sa générosité et son hospitalité envers ces communautés", a indiqué l'ambassade américaine.

En Ouganda, les exilés afghans viennent s'ajouter aux 1,5 millions de réfugiés déjà installés sur le territoire, qui fait partie des cinq pays du monde ayant accueilli la plus importante population

d'exilés en 2020. La plupart sont originaires du Burundi, du Soudan du Sud et de la République démocratique du Congo (RDC). Une majorité d'entre eux sont hébergés dans de vastes camps dans le nord du pays, mais 81 000 personnes vivent à Kampala.

« Lorsque nous avons reçu la demande, d'un point de vue moral, nous ne pouvions pas refuser, car nous devons soutenir l'humanité », a assuré le ministre ougandais des Technologies de l'information et de la Communication. Pour la prise en charge des réfugiés, l'Ouganda perçoit de fortes sommes d'argent de la part des bailleurs de fonds internationaux, comme la Banque mondiale. Mais il ne faut pas oublier qu'en 2018, un scandale portant sur le détournement de centaines de millions de dollars destinés aux réfugiés avait éclaté dans le pays et suscité l'indignation des prêteurs.

RWANDA

« Près de 250 adolescents, étudiants, professeurs, et personnel d'une école, ainsi que les membres de leurs familles, sont également attendus d'Afghanistan . Tout le monde est en route, via le Qatar, vers la nation du Rwanda où nous avons l'intention de commencer un semestre pour l'ensemble de nos étudiants ».

Témoignages

Une jeune fille, d'origine géorgienne, vient de décrocher le Bac, dans un lycée du Havre (Seine-Maritime), et a été acceptée à l'université pour la rentrée prochaine. Quelle victoire pour elle qui a suivi sa scolarité entre foyers d'hébergement et périodes à la rue, à dormir avec sa famille dans une voiture. Mais « sans carte de séjour, toutes les portes se ferment à nous ». Ses démarches pour trouver un logement étudiant ou s'inscrire à la fac sont bloquées, faute de papiers. Arrivée en France il y a cinq ans avec son frère et sa maman malade, elle a pourtant bien reçu une **OQTF** (Obligation de quitter le territoire français), accompagnant le refus de sa demande de titre de séjour. «Ça a été un très gros choc, j'ai beaucoup pleuré. En fait, je ne pensais même pas que c'était possible.» Le refus repose sur des motifs qui ne correspondent pas à la réalité des situations: «ils ont écrit que je vivais seule ici alors que je suis avec ma mère, mon frère, et ma petite sœur qui est née en France».

« Je suis arrivé ici avec des balles dans la jambe, des proches là-bas ont été tués et sont encore persécutés. M'y renvoyer, c'est m'envoyer à la mort ». Il a reçu une OQTF « sur le motif que je n'aurais pas travaillé depuis des années ». Après huit ans passés en France et plusieurs titres de séjour obtenus, « dans mon dossier, il y a une trentaine de bulletins de paie, des attestations qui montrent que je n'ai jamais passé plus de deux mois de chômage ! »

Arrivée de RDC avec « une hanche bousillée », elle avait obtenu un titre de séjour santé. Elle aussi a reçu un refus de renouvellement et une OQTF sur le motif qu'elle n'est «pas intégrée professionnellement ». La jeune femme explique pourtant que « j'ai suivi une formation, j'ai un travail et on m'avait même proposé un CDI. On m'a aussi dit que je n'avais pas d'appartement, alors que je ne peux pas en prendre un sans titre de séjour, ou que j'avais deux enfants au pays, alors que ce sont mes neveux qui sont aujourd'hui sous l'aile de ma sœur ! » « Ici, c'était pour moi comme un refuge, pour trouver de l'aide. C'est dur de voir que l'on n'est pas accepté. Il faut lutter tous les jours, ressasser la vie que j'ai vécue avant, et les douleurs qui vont avec, à chaque demande. C'est comme une torture morale qui ne s'arrête jamais. Il faudrait que les personnes soient au courant et suivent les dossiers. »

Solidarité des réfugiés syriens envers les sinistrés des inondations en Allemagne. Un syrien a découvert un appel sur Facebook destiné aux Syriens vivant en Allemagne. Des bénévoles étaient recherchés pour venir en aide aux victimes des inondations du juillet 2021. Il organise sur le

terrain l'arrivée, la prise en charge et les tâches de ses compatriotes. Ils s'occupent en priorité de personnes âgées seules qui n'ont personne pour leur venir en aide. Un travail pénible où les émotions sont à fleur de peau. « Les gens ont trouvé ça très bien et certains se sont excusés, reconnaissant qu'ils avaient une image négative sur nous et qu'ils avaient eu tort, des personnes ont pleuré et nous ont remerciés de les aider. Nous aussi ça nous touche beaucoup. » Des groupes Whatsapp par région ont été mis sur place pour organiser le covoiturage. Certains Syriens sont en vacances, d'autres attendent une nouvelle formation ou habitent la région sinistrée et donnent un coup de main le week-end. Ils sont environ un million, arrivés ces dernières années. Eux aussi ont tout perdu et donner un coup de main après la catastrophe était aussi un moyen de rendre à l'Allemagne l'aide dont ils ont bénéficié.

Parti du **Sénégal** à l'âge de 12 ans, le jeune homme a traversé plusieurs pays. Il a connu l'enfer de la Libye et la traversée de la Méditerranée à bord d'un canot de fortune. Arrivé mineur en Europe, il a passé plusieurs années en Italie, puis a finalement rejoint la France en 2016. Déprimé, traumatisé par son périple, Il a eu du mal à trouver sa place. Il se dit aujourd'hui heureux d'avoir une nouvelle vie. "Quand je suis arrivé en France, j'ai fait une première demande : un dossier pour un titre de séjour 'vie privée et familiale'. Mais ma demande a été rejetée. Je ne connaissais pas grand-chose au système français, je ne savais pas quoi faire après ce refus. J'ai laissé passer plusieurs mois. C'est en allant au Secours populaire que j'ai trouvé de l'aide, en banlieue parisienne. Je suis bénévole là-bas, j'ai rencontré une femme qui m'a aidée. Elle est conseillère municipale. Elle m'a dit que des recours existaient, que je pouvais demander l'aide juridictionnelle. Pendant six mois, j'ai patienté mais je l'ai obtenue. Mon avocate a monté un nouveau dossier avec tous les éléments que j'avais en ma possession. Elle m'a demandé mes contrats de formation, mes conventions de stage avec la Garantie jeunes (*aide les publics en grande précarité à trouver un emploi ou une formation. Il en bénéficie*). Alors, j'ai trouvé une formation de jardinier-paysagiste à Paris. Pendant tout ce temps, j'essayais de ne pas avoir peur, mais je me disais : 'Et si le préfet ne veut toujours pas que je reste en France, si la justice lui donne raison... ?' Finalement, au bout d'un an, la réponse est tombée : le tribunal m'avait accordé des papiers ! Le préfet des Hauts-de-Seine était obligé de me délivrer un **titre de séjour. Il est valable jusqu'en 2022 et renouvelable**. Je suis très heureux. Avec des papiers, je peux commencer une nouvelle vie. J'ai signé un contrat d'apprentissage de deux ans avec la société parisienne qui m'emploie pour ma formation de paysagiste. Je vais à l'école en alternance avec les Apprentis d'Auteuil, à Meudon. Je continue aussi à aider le Secours populaire. Je vis toujours en banlieue parisienne, à Boulogne-Billancourt. J'habite un petit appartement en colocation qui nous est loué par Coallia. Mais je cherche autre chose, j'aimerais bien vivre seul. Je suis quelqu'un d'assez solitaire. En ce moment, c'est l'été, j'ai déposé des CV partout pour trouver un petit boulot, mais je n'ai rien trouvé. Personne ne m'a répondu. J'aimerais bien travailler un peu avant de reprendre les cours et la formation en septembre 2021.

Le 15 août 2021, un **étudiant afghan** de 26 ans a réussi à quitter l'Afghanistan juste avant l'entrée des fondamentalistes religieux dans la capitale et est arrivé en Allemagne car il a son visa d'étudiant. Sa famille est toujours à Kaboul, dans une cachette, mais les Taliban fouillent chaque maison. Il craint pour la survie de sa famille : sa femme, qui est membre d'une ONG de défense des droits des femmes. Il ne sait pas ce qui va leur arriver. Les Taliban frappent aux portes de chaque maison à la recherche des personnes qui ont travaillé avec le gouvernement ou l'armée afghane. Ils veulent aussi savoir qui possède des armes et des munitions. Son idéologie a toujours été opposée aux Taliban et à leur régime. Il est issu d'une famille très politisée. Il a été éduqué à l'occidentale avec des idées politiques et sociales qui ne seront jamais acceptées par les Taliban. Lui et sa famille ont été menacés par eux à de nombreuses reprises. Ils ne s'attendaient pas à cela : Le président assurait qu'un processus de paix était en cours et qu'il y aurait un gouvernement de transition pour mettre en place une transition avec les Taliban. Mais la situation a évolué très rapidement. Il ne croit pas aux promesses de Taliban de réconciliation envers ceux qui ont soutenu les armées étrangères et le gouvernement afghan. "Ce sont des manipulateurs. Ils mentent simplement pour calmer les gens",

estime-t-il. Il est absolument sûr qu'ils ont des listes de personnes qui ont travaillé avec le gouvernement, de personnes qui ont dit du mal des Talibans. Ils vont se venger. Il ne comprend pas l'effondrement de l'armée afghane: pourquoi ils sont partis, pourquoi aucune balle n'a-t-elle été tirée lors de la chute de Kaboul, comment tout cela à pu se produire sans qu'il n'y ait de combats entre nos soldats et les Talibans.

À seulement 14 ans, un migrants est parti seul d'Afghanistan l'année dernière. Aujourd'hui, loin de sa famille, il n'ose pas leur décrire ses conditions de vie. Il tente de passer de l'autre côté de la manche avec ses compatriotes. Depuis Kaboul, sa famille demande souvent de ses nouvelles : "Ma mère s'inquiète énormément, mais elle veut rester en Afghanistan avec le reste de ma famille. Partir, ils n'y pensent même pas. Alors, une fois en Angleterre si j'y arrive, je pourrai apprendre l'anglais, étudier la médecine et devenir docteur".

Lire ou écouter

Cet été, des réfugiés et demandeurs d'asile sont allés à la rencontre des Français en zones rurales. Des rencontres organisées grâce à l'association Migrant Bus. InfoMigrants a suivi pendant deux jours une partie de ces réfugiés venus se présenter à des villageois de Champdeniers, petite commune de 2 000 habitants, dans l'ouest du pays, non loin de Poitiers. (Voir la vidéo : https://youtu.be/cnUP_IOCLVc)

« Je voulais une chance de vivre – récits de mineurs isolés ». Claude Roméo, Noémie Paté, Jean-François Roger. Préface de Jacques Toubon, Édition de l'atelier, 2020, 200 pages.

Étant donné l'abondance des informations, je n'ai pas précisé chaque média utilisé, mais ceux consultés sont, entre autres :

<https://www.infomigrants.net/fr/>

[https://www.lacimade.org/route-des-canaries-zone-de-dangers-pour-les-personnes-migrantes/?](https://www.lacimade.org/route-des-canaries-zone-de-dangers-pour-les-personnes-migrantes/?utm_source=NL072021&utm_medium=NL&utm_id=NL2021&utm_content=contenu)

[utm_source=NL072021&utm_medium=NL&utm_id=NL2021&utm_content=contenu](https://actu.fr/normandie/le-havre_76351/jeunes-familles-malades-au-havre-la-hausse-des-menaces-d-expulsion-de-migrants-inquiete_43592967.html)

https://actu.fr/normandie/le-havre_76351/jeunes-familles-malades-au-havre-la-hausse-des-menaces-d-expulsion-de-migrants-inquiete_43592967.html

[https://twitter.com/seawatch_intl/status/1423548061498986500?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed](https://twitter.com/seawatch_intl/status/1423548061498986500?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1423548061498986500%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.infomigrants.net%2Ffr%2Fpost%2F34156%2Favec-257-migrants-a-bord-le-sea-watch-3-autorise-a-debarquer-en-sicile)

[%7Ctwterm%5E1423548061498986500%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F](https://twitter.com/seawatch_intl/status/1423548061498986500?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1423548061498986500%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.infomigrants.net%2Ffr%2Fpost%2F34156%2Favec-257-migrants-a-bord-le-sea-watch-3-autorise-a-debarquer-en-sicile)

[%2Fwww.infomigrants.net%2Ffr%2Fpost%2F34156%2Favec-257-migrants-a-bord-le-sea-watch-3-autorise-a-debarquer-en-sicile](https://twitter.com/seawatch_intl/status/1423548061498986500?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1423548061498986500%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.infomigrants.net%2Ffr%2Fpost%2F34156%2Favec-257-migrants-a-bord-le-sea-watch-3-autorise-a-debarquer-en-sicile)

<https://olympics.com/cio/equipe-olympique-des-refugies>

<https://www.lequipe.fr/Cyclisme-sur-route/Actualites/Masomah-ali-zada-equipe-des-refugies-j-ai-fait-les-jeux-pour-defendre-les-droits-des-femmes-et-des-refugies/1274683>

<https://www.la-croix.com/Sport/Jeux-lequipe-refugies-embrasse-reve-olympique-2021-07-29-1201168415>

<https://www.leparisien.fr/sports/JO/jo-de-tokyo-des-camps-de-refugies-a-la-medaille-olympique-lincroyable-parcours-de-luka-mkheidze-24-07-2021-PZPD3NID3NBDFKNAJTV3NJTT4Y.php>

[https://twitter.com/lacimade/status/1428732680322129926?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed](https://twitter.com/lacimade/status/1428732680322129926?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1428732680322129926%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.infomigrants.net%2Ffr%2Fpost%2F34482%2Fafghans-en-france-entre-cynisme-des-prefectures-et-protection-incertaine)

[%7Ctwterm%5E1428732680322129926%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F](https://twitter.com/lacimade/status/1428732680322129926?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1428732680322129926%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.infomigrants.net%2Ffr%2Fpost%2F34482%2Fafghans-en-france-entre-cynisme-des-prefectures-et-protection-incertaine)

[%2Fwww.infomigrants.net%2Ffr%2Fpost%2F34482%2Fafghans-en-france-entre-cynisme-des-prefectures-et-protection-incertaine](https://twitter.com/lacimade/status/1428732680322129926?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etweetembed%7Ctwterm%5E1428732680322129926%7Ctwgr%5E%7Ctwcon%5Es1_&ref_url=https%3A%2F%2Fwww.infomigrants.net%2Ffr%2Fpost%2F34482%2Fafghans-en-france-entre-cynisme-des-prefectures-et-protection-incertaine)

<https://www.courrierinternational.com/article/frontieres-entre-la-pologne-et-la-bielorussie-des-migrants-victimes-dun-ping-pong-inhumain>

<https://www.unhcr.org/fr/news/press/2021/8/611e0331a/nouvelle-tragedie-large-cote-atlantique-lafrique-nord-rappelle-brutalite.html>

[https://theconversation.com/refugies-afghans-une-necessaire-mise-au-point-sur-le-droit-dasile-en-france-166532?](https://theconversation.com/refugies-afghans-une-necessaire-mise-au-point-sur-le-droit-dasile-en-france-166532?fbclid=IwAR0jVfgCe6OjtomIB6-8d8bB9HJfyTldGOGhIVxzSet-kXN9E3ssSgv2D8)

[fbclid=IwAR0jVfgCe6OjtomIB6-8d8bB9HJfyTldGOGhIVxzSet-kXN9E3ssSgv2D8](https://theconversation.com/refugies-afghans-une-necessaire-mise-au-point-sur-le-droit-dasile-en-france-166532?fbclid=IwAR0jVfgCe6OjtomIB6-8d8bB9HJfyTldGOGhIVxzSet-kXN9E3ssSgv2D8)

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/la-france-annonce-avoir-suspendu-les-expulsions-de-migrants-vers->

[lafghanistan-1338471](#)

<https://www.la-croix.com/France/reunification-familiale-Afghans-coeur-dune-decision-justice-2021-08-26-1201172496>

https://www.liberation.fr/societe/plus-de-800-migrants-ont-traverse-la-manche-samedi-nouveau-record-journalier-20210824_D5KVCIIY6NGNDF6VOJ6JVFFQHE/

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/loire-atlantique-88-afghans-accueillis-dans-le-departement-7a53c640-064b-11ec-afbb-f3a2ae420a2c>

<https://www.francebleu.fr/theme/migrants>

<https://abaslescra.noblogs.org/>